

SEPT.-OCT. 2005

Gazette

www.gazettedesfemmes.com

Tout sur la condition des femmes d'ici et d'ailleurs

DES FEMMES

HYPER SEXUALISATION DES FILLES

ÉCHEC DU FÉMINISME ?

be cool

be Sexy



TURQUIE
LE CHOC DE LA
MODERNITÉ

Envoi de Poste-publiques — N° de convention: 40069512 — Port de retour garanti.
Service aux abonnements, C.P. 11001, Succursale Anjou, Anjou (Québec) H1K 4H2
Sept.-Oct. 2005 Vol. 27, n° 2 CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

0 65385186426 3,50 \$

J'AGIS SUR MON
MILIEU DE VIE.



élections municipales 2005

Pour une représentation plus équitable au sein des conseils municipaux, le Directeur général des élections encourage les femmes à se porter candidates.

1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)

www.electionsquebec.qc.ca

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Pour qu'en voter, ça compte



:: Dossier

15

Hypersexualisation des filles Échec du féminisme ?

Sur toutes les tribunes il en est question. L'image hypersexualisée des filles. La précocité sexuelle des ados. Des histoires de fellations dans le fond des autobus scolaires. Est-ce bien à cela qu'ont abouti 30 années de luttes féministes pour remiser la femme-objet ?

La riposte norvégienne

La très libérale Scandinavie réplique et combat l'hypersexualisation.

Encore fillettes, déjà « salopes »

Voici les salopettes, telles que décrites par quatre cégepiennes dans un documentaire-choc.

10

Contre la banalisation de la prostitution

Pour la première fois au Québec, les voix de celles et ceux qui refusent de voir la prostitution comme un simple travail sont réunies sous une même bannière.

11

:: Rencontre Judy Rebick

L'urgence de « parler à nos filles »

« Les vieilles féministes meurent, les autres se taisent et les mères ne parlent pas à leurs filles ! ». À la génération montante, la militante torontoise Judy Rebick a écrit un livre pour raconter l'« histoire perdue du féminisme ».

28

:: Monde

Turquie

Le choc de la modernité

La Turquie galope vers la modernisation et procède à d'importantes réformes en faveur des droits des femmes. Opportunisme politique ? Les cyniques soulignent que ces changements coïncident avec le désir du pays d'accéder à l'Union européenne...

Rubriques

4 BOÎTE AUX LETTRES**5 NOUVELLES**

Inde : tempête dans un verre d'eau-de-vie
Des marchands d'alcool occidentaux incitent les Indiens à boire. Les Indiennes leur préparent une douche froide...

Profits en rose

Les campagnes de marketing pour lutter contre le cancer du sein aident-elles vraiment à vaincre la maladie ?

L'été indien de *La Vie en rose*

Vingt-cinq ans après sa naissance, le magazine culte ressuscite pour un seul numéro très spécial.

Le Canada hors la loi

La rapporteuse spéciale de l'ONU dénonce l'éventuelle application de la charia au Canada

Entrevue-éclair

Le cerveau a-t-il un sexe ?

14 BILLET**35 RECHERCHES**

Spécial Université féministe d'été

Dissidentes suprêmes**Papes en délires****Mes pères et mes mères****38 BOUQUINS****41 ARTS**

:: BOÎTE AUX LETTRES

Justice rendue !

« La „sharia au Canada : une menace pour les musulmanes ? » (nov.-déc. 2004) a gagné le titre de meilleur reportage, tirage de moins de 50 000, aux Grands Prix 2005 des éditeurs de magazines du Québec. Un succès signé Danielle Stanton. Notre journaliste a aussi reçu une mention aux Prix Justicia, cogérés

par l'Association du Barreau canadien. Selon le jury, l'article « pose clairement, et de façon équitable, le dilemme entre la tolérance religieuse et la protection de certains acquis sociaux ». Un autre article de la *Gazette des femmes* a mérité une mention honorable à la dernière remise des Prix du magazine canadien. L'enquête de Caroline Montpetit « Inde : La dot ou la vie » (sept.-oct. 2004), sur le scandale des jeunes mariées brûlées vives, s'est démarquée dans la catégorie Journalisme d'enquête.

Un triple bravo !

Écrivez-nous !

Pour vous publier, nous avons besoin de vos nom, adresse et numéro de téléphone. Vos coordonnées demeureront confidentielles.

Les lettres peuvent être abrégées.

Gazette des femmes, 800, place D'Youville,
3^e étage, Québec (Québec) G1R 6E2

COURRIEL: gazette@csf.gouv.qc.ca



Précision
L'ouvrage *Conciliation emploi-famille et temps sociaux*, de Diane-Gabrielle Tremblay (chronique Recherches de mai-juin 2005), est une publication de la Télé-Université et d'Octares Éditions, 2004.

« Je ne suis pas celle que vous croyez »

C'est bien d'avoir illustré les qualités et les réussites des femmes immigrantes (mars-avril 2005), car les aspects négatifs sont souvent véhiculés. Mais il importe de préciser qu'il n'y a pas d'intégration « facile », même lorsque les éléments de base sont présents. Il ne suffit pas de « trouver » du travail; il est nécessaire de savoir le « défendre » en

y mettant des efforts constants et plus grands que les personnes natives du Québec. Les préjugés sont encore très présents. Bref, l'adaptation et l'intégration réussies ne reposent pas seulement sur les immigrantes, mais concernent toute la société.

Hortensia R. Siles
Québec



Des fleurs

Vos reportages sont d'une qualité extraordinaire. Continuez ce beau travail. Enfin un magazine qui s'adresse à l'intelligence des femmes !

Renée Altidor



Pour l'accouchement naturel

L'encadré « Ne banalisons pas la césarienne » (= Césariennes à la carte, mai-juin 2005) donne l'heure juste quant à l'optique médicale de sauver le plus d'enfants possible lors des accouchements. Qu'en est-il du point de vue de la mère et du père ?

Il m'a fallu cinq grossesses et quatre accouchements (dont le dernier accompagné d'une sage-femme) pour enfin être confiante et me sentir capable de mener ce projet de naissance à bon terme. Maintenant, je crois qu'accoucher est naturel et qu'il est de notre responsabilité de créer un climat de confiance et un environnement favorisant la prise en charge personnelle de notre propre accouchement. Qu'attendons-nous pour nous accorder le droit de le vivre pleinement ?

Céline Roy
Saint-Jean-Chrysostôme

Depuis 1979, cette publication est élaborée à l'initiative et sous la supervision du Conseil du statut de la femme. LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC en sont l'éditeur.

- Directrice: Thérèse Mailloux
- Redactrice en chef: Claire Gagnon
- Redactrice en chef adjointe: Anne Savoie
- Redactrice-évaluateure: Mélanie Saint-Hilaire et Francine Berubé
- Recherche du visuel: Guyoline Grenier et Guylaine Léthuere
- Illustration de la couverture: Virginie Egger
- Réalisation graphique: Bound Communication
- Impression et reliage: Offset Beauchemin
- Marketing et publicité: Francine Powers, tel. (418) 644-7932 ou 1-800 463-2851
- Ventes publicitaires: Catherine Brochu, tel. (418) 694-2363.
- Courrier des lectrices: Gazette des femmes, 800, place D'Youville, 3^e étage, Québec (Québec) G1R 6E2
- Téléphone: (418) 643-4326
- Télécopieur: (418) 643-8726
- Courriel: gazettedesfemmes@csf.gouv.qc.ca
- Abonnements, changements d'adresse et retours postaux: Gazette des femmes, Service aux abonnements, C.P. 11001, succursale Angus, Angus (Québec) H1X 4H2. Téléphone: 1 866 807-5514. Télécopieur: (514) 721-9252. www.gazettedesfemmes.com
- Courriel: gazettedesfemmes@postelinc.com
- Distribution: Messageries de Presse Benjamin, 600, rue Jean-Mist, Ville LaSalle (Québec) H3R 1X7. Téléphone: (514) 364-1780

- Dépot légal: 2^e trimestre 2005
- ISSN: 0704-5520
- © Gouvernement du Québec
- Les articles publiés dans la Gazette des Femmes sont réservés dans Repêche et dans l'index de la série et des services sociaux.
- La Gazette des Femmes se désigne de toute responsabilité par rapport au contenu des publications publiées dans ses pages.
- Prix régulier: 24\$; 3 ans: 10\$; 1 an: Poste-publications — N° de convention: 0069512

Conseil du statut
de la femme
Québec



Inde : tempête dans un verre d'eau-de-vie

Des marchands d'alcool occidentaux incitent les Indiens à boire. Les Indiennes leur préparent une douche froide...



L'Inde est la plus sobre des nations de la planète. Pourtant, l'an dernier, en Andhra Pradesh, un Etat du Sud-Est, des femmes ont vidé des barils de spiritueux dans la rue. Dans l'Ouest, au Maharashtra, elles ont détruit des boutiques d'alcool à coups de balai et ont pourchassé les clients ! Mais quelle mouche a donc piqué les Indiennes ?

Ces manifestations spontanées visaient à endiguer le commerce des boissons alcoolisées, qui explose en Inde. Au début des années 1990, plusieurs géants occidentaux, comme Smirnoff ou Seagram, s'y sont installés, à grand renfort de publicité. Aujourd'hui, la *business* rapporte annuellement la bagatelle de 160 milliards de roupies (4,5 millions \$CAN). Et 2,4 % des Indiens ingurgitent 40 millilitres et plus d'alcool fort par jour – même si la religion hindoue prescrit la tempérance.

« Il existe une nette corrélation entre la consommation croissante d'alcool observée ces dernières années et l'augmentation du nombre de mari et de pères violents », déplore Pramila Pandhe, 78 ans, vice-présidente de la plus grande association féministe en Inde, la All India

Democratic Women's Association. De plus, dans ce pays où un ménage sur trois vit sous le seuil de pauvreté, la « soif » grève le budget de nombreuses familles.

L'association, qui regroupe 7,6 millions de femmes, a organisé une centaine de manifestations pour réclamer une législation nationale encadrant le commerce des spiritueux. « Ce que nous voulons, c'est que les 22 000 établissements de vente d'alcool à travers le pays relèvent directement du gouvernement », explique Pandhe. L'organisme souhaite faire interdire les débits situés près des écoles et des collèges, instaurer un âge légal pour l'achat d'alcool – à l'heure actuelle, n'importe quel gamin peut s'approvisionner – et implanter un programme de prévention de l'alcoolisme.

Déjà, certains groupes de femmes ont réussi à freiner l'effet bulldozer de l'alcool sur leur vie. Depuis environ un an, l'Etat du Maharashtra permet à la population de se prononcer pour ou contre l'ouverture de nouveaux points de vente; usant massivement de ce droit, les citoyennes sont parvenues à limiter le nombre de marchands d'alcool. Dans plusieurs autres Etats, des mouvements féminins informels ont forcé la fermeture de boutiques. A tel point que des commerçants, irrités, s'en sont pris verbalement à des manifestantes.

Seul le Gujarat, sur la côte ouest, est allé jusqu'à proclamer la prohibition. Mais chacun de ses villages possède une brasserie clandestine, qui sert parfois des boissons frelatées causant la cécité, voire la mort... Les Indiennes, elles, boivent peu; à peine 0,4 % d'entre elles souffriraient d'alcoolisme. A.-M.D.



En R de fêter !

« Quand une femme arrive dans un de nos centres, c'est comme si elle était déjà attendue », assure Odile Boisclair, de L'R des centres de femmes du Québec (« R » pour Regroupement, Réseau, Air, Ere). L'R, c'est 98 centres répartis sur tout le territoire québécois, 325 travailleuses, 4 000 militantes et bénévoles, 300 000 usagères par an. Et, surtout, un 20^e anniversaire que célèbrent avec fierté ses membres. Chaque organisme participe à une mission commune d'information, d'éducation et de sensibilisation aux droits des femmes et à leurs besoins. « Chez nous, les usagères découvrent qu'elles ne sont pas seules à vivre certains problèmes. La solidarité est importante; pour reprendre notre slogan de cette année, "ensemble on va plus loin" », lance la responsable des dossiers financement, violence et santé. Envie d'en savoir plus ? L'R organise la 3^e édition de la Journée nationale des centres de femmes du Québec, le mardi 4 octobre. Portes ouvertes, débats, pièces de théâtre sont au menu. A.S.

Pour connaître le centre le plus près de chez vous : www.rcentres.qc.ca ou (514) 876-9965.



Profits en rose

Symbol de la lutte contre le cancer du sein, le ruban rose orne un nombre croissant de produits. Mais acheter les yogourts Yoplait ou les shampooings Belvedere International aide-t-il vraiment à vaincre la maladie ? « Les compagnies agissent plus pour la *business* que par philanthropie », répond Madeleine Bird, auteure de *Profits in Pink* (« Profits en rose »), une enquête canadienne sur les collectes de fonds corporatives.

Membre de l'organisme Action cancer du sein de Montréal, la jeune femme a questionné une trentaine de compagnies sur leur campagne de marketing caritatif. Plus de la moitié ont refusé de divulguer le montant des dons versés, et près du quart n'ont même pas retourné ses appels ! Les autres ne s'étaient pas renseignées sur l'usage de leur contribution. Par exemple, Sears et

Estée Lauder ignoraient dans quel champ de recherche avaient été investis les 250 000 \$ récoltés en 2002 et 2003 par la vente de leur « ourson de l'espoir ». Même cas pour Swarovski Canada, qui avait amassé 14 000 \$ en commercialisant la broche Pink Hope (« Espoir rose »).

Quelques entreprises soutiennent la cause... tout en contribuant à la maladie. Ford, qui promeut l'événement Run for the Cure (« Courez pour la guérison »), vend des autos très polluantes qui émettent des molécules cancérogènes. Plusieurs produits de Revlon et de Johnson & Johnson contiennent aussi des ingrédients nocifs pour la santé, selon les spécialistes de l'organisme américain Environmental Working Group. En général, l'argent recueilli par des firmes va à des organismes « conservateurs dans leur approche du cancer du sein ».

qui se gardent de dénoncer les industries polluantes. Moins de 5 % des sommes allouées à la recherche iraient à la prévention.

De plus, ce marketing met l'accent sur la responsabilité individuelle – ne pas fumer, faire de l'exercice, etc. –, au point que plusieurs victimes en viennent à se reprocher leur maladie. *You've got the power* (« Vous avez le pouvoir »), clamait Wonderbra en remettant une carte d'auto-examen des seins à l'achat d'un soutien-gorge. « Comme si le fardeau de la prévention incombait exclusivement aux femmes, et pas aux industries ! » Pour soutenir efficacement la lutte contre le cancer du sein, mieux vaut donner directement aux fondations, conclut Madeleine Bird. L.M.N. ::

Pour le rapport (en anglais) :
www.bcam.qc.ca

Pour la version américaine :
www.thinkbeforeyoupink.org

15 Pays ayant atteint l'objectif de 30 %*

Rwanda	48,8 %
Suisse	45,3 %
Danemark	38,0 %
Finlande	37,5 %
Pays-Bas	36,7 %
Norvège	36,4 %
Cuba	36,0 %
Espagne	36,0 %
Costa Rica	35,1 %
Belgique	34,7 %
Autriche	33,9 %
Argentine	33,6 %
Allemagne	32,8 %
Afrique du Sud	32,8 %
Islande	30,2 %

C'est le nombre de pays où les femmes occupent au moins 30 % des postes politiques et de l'administration publique. Ils étaient pourtant 189 à s'être formellement engagés à atteindre cet objectif lors de la Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing en 1995. Paroles en l'air ? Oui, répond l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO) dans *Beijing trahie*. Ce rapport au nom révélateur dresse un bilan accablant des objectifs établis dans la capitale chinoise. La parité, notamment, est loin d'être acquise. Dans 12 pays, aucune femme n'a encore été élue au Parlement. « Les femmes ne veulent plus des mots de leurs gouvernements, elles veulent de l'action, elles veulent des moyens », exhorte les auteurs. Le seuil de 30 % est un minimum à atteindre et non une fin. Pour l'ONU, il correspond à la « masse critique reconnue pour que les femmes puissent vraiment influencer les travaux parlementaires ». Avec son maigre 21,1 %, le Canada n'a pas de quoi pavoiser. S.L. ::

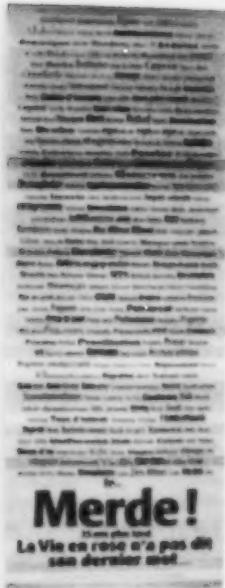
15 Pays où aucune femme n'a encore été élue

Arabie Saoudite	Guinée-Bissau	Nauru
Bahreïn	Îles Salomon	Saint-Kitts-et-Nevis
Belau	Koweït	Tonga
Emirats arabes unis	Micronésie	Tuvalu

* Au Québec, les femmes députées composent 32 % de l'Assemblée nationale.

Sources : *Beijing trahie*, Organisation des femmes pour l'environnement et le développement (WEDO), www.wedo.org/library.aspx?ResourceID=31

Commission de la condition de la femme, Quarante-neuvième session, Nations Unies, Conseil économique et social, <http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N04/636/B4/PDF/N04-63684.pdf?OpenElement>



L'été indien de *La Vie en rose*

Vingt-cinq ans après sa naissance, 18 ans après sa disparition, le magazine culotté ressuscite pour un seul numéro très spécial. Mais quel travail ! Notre collaboratrice Françoise Guénette est de l'aventure.

Les lancements du hors série de *La Vie en rose* auront lieu le 17 octobre à la Grande Bibliothèque du Québec, à Montréal, et le 25 octobre au Musée de la civilisation, à Québec. Pour commander le hors série ainsi que des affiches, contactez les Éditions du remue-ménage (tél. : [514] 876-0097).

« Vous rendez-vous compte ? En mars 2005, *La Vie en rose* aura 25 ans, il faut fêter ça ! » Nous n'avons pas résisté longtemps à l'appel d'Hélène Pedneault.

Nous voilà donc réunies, une dizaine d'artisanes des tout débuts. Et comme autrefois, nous rêvons grand : les archives de *La Vie en rose* sur Internet, une mega-fête pour nos centaines de collaboratrices et complices d'autan et, pourquoi pas, un numéro hors série ?

Près d'un an plus tard, après quelques conflits et colères (ah ! les joies du pluralisme...), quelques fous rires (heureusement !), voilà tous ces projets réalisés : les 50 numéros du magazine en ligne grâce à la Bibliothèque nationale du Québec (www.bnquebec.ca), une fête éblouissante au Lion d'Or, à Montréal, en mars dernier. Et, en prime, une superbe affiche-souvenir pour redire « Merde ! » à tout ce qui est inacceptable.

Mais le meilleur reste à venir : à la mi-octobre paraîtra en librairie le hors série de *La Vie en rose*, coédité avec les Éditions du remue-ménage. Cent cinquante pages (sans pub !) de souvenirs et surtout de questionnements inachevés. Que se passe-t-il en 2005 du côté des filles ? Quels sont les tabous, tenaces ou nouveaux, du féminisme ? La montée du fondamentalisme, l'Afrique saignée à blanc, le travail toujours invisible des femmes, la maternité assiégée, la prostitution qui divise, l'environnement qui unit, la peau qui flétrit, Karla qui confronte, les vrais et les faux pères, la

force des jeunes femmes, et toujours ces champs de bataille fleuris qui sont l'amour et la sexualité. La vie, quoi.

Une trentaine de femmes y signent des textes très personnels, dont Denise Boucher, Suzanne Jacob, Hélène Pedneault, Francine Pelletier, Ariane Emond, Louise Vandelac, Josée Boileau. Et aussi... Michaëlle Jean. Bien avant d'être courtisée par Paul Martin ou d'être une vedette de l'écran, la future gouverneure générale du Canada était déjà féministe. Pour vous donner un avant-goût du hors série de *La Vie en rose*, voici des extraits de sa *Lettre d'une fille à sa mère : En désespoir de mémoire*.

« Maman,

J'ai tant redouté ce moment où les mots entre nous ne serviraient plus, ne résonneraient plus dans le va-et-vient coutumier de nos accords et de nos désaccords. La musique de cette parole-là s'en est allée. Cadences. D'une mère à sa fille. D'une fille à sa mère. De toi à moi. De moi à toi. Rythmes. Tantôt doux, tantôt exacerbés. Et maintenant plus rien. Rien que l'espace abyssal de ton regard déjà captif du vide. Ce vide immense qui a soufflé ta vie et aspiré ta mémoire. Notre mémoire. Celle que nous avions en partage. Notre mémoire. Ou plutôt ce qu'il en reste, dans l'implacable decrescendo où la maladie d'Alzheimer, puisqu'il faut la nommer, t'a entraînée. Que des segments épars qu'il me faut rassembler, seule. Reconstruire sur l'irréversible érosion des images, des faits, des odeurs, des noms, des expressions, des lieux. Un fouillis désespérant, difficile à décrire, mais d'où émergent parfois quelques souvenirs d'une éblouissante clarté.

Dans l'écran insoudable de tes yeux, la petite, qui n'a pas idée de celle que tu étais avant la terrible maladie, cherche attentivement le moindre éclat, et me demande : « À quoi elle pense mamie ? », « Aux étoiles filantes dans la nuit ma chérie », « Est-ce qu'elle va mourir mamie ? », « Tout doucement ma chérie et nous aussi », « Pour aller où maman ? », « Dans ce jardin si beau, l'Eden », « Dans mon jardin à moi, le paradis ? », « Oui, Marie-Eden, dans ton jardin à toi, le plus beau du monde... » F.G. ::

www.womennet.ca

Le 18 mars dernier, le Centre canadien d'information des femmes n'a reçu aucune visite. Victime d'un pirate informatique, le site avait disparu de la Toile. Troisième attaque en trois ans... C'est dire à quel point il dérange. Véritable forum pour les féministes à travers le pays, le Centre publie des nouvelles en direct des groupes de femmes. Il offre aussi un imposant annuaire de ressources et un répertoire mondial de sites sur tous les sujets, de l'allaitement au VIH. Le hic : la majorité des textes sont en anglais. Cliquez sur l'icône « Québec » dans les catégories Directory et News pour les infos francophones. M.S.H. ::



Notre
signet

Le Canada hors la loi

La rapporteure spéciale de l'ONU dénonce l'éventuelle application de la charia au Canada.

Si l'Ontario permet l'instauration de tribunaux islamiques, la rapporteure spéciale aux Nations Unies sur la violence contre les femmes promet une mission officielle au pays. « Je veux braquer les projecteurs sur le Canada. Il devra répondre de sa décision devant la communauté internationale : pourquoi ne respecte-t-il pas les conventions ? » insiste Yakin Ertürk, aussi docteur en sociologie et professeure d'université en Turquie. Des propos qu'elle a tenus à Montréal, lors d'une conférence sur le rôle de l'État par rapport aux droits des femmes et à ceux des communautés religieuses.

« Lorsque la liberté de religion et le droit des femmes s'affrontent, c'est toujours le droit des femmes qui bat en retraite », remarque Mme Ertürk, musulmane de naissance.

« Si l'Ontario autorise le projet, j'entends déjà certains islamistes dire : "Vous voyez, même le Canada reconnaît les tribunaux islamiques !" »

tion de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), adoptée en 1980, et la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, adoptée en 1993.

« Ces deux lois internationales sont claires : l'État ne doit en aucun cas invoquer les coutumes, les traditions ou la religion pour légitimer des pratiques qui vont à l'encontre des droits des femmes ou pour se décharger de leurs obligations à combattre la discrimination et la violence envers elles », argue la rapporteure générale de l'ONU. Ces traités représentent des valeurs universelles, un guide vers un bien commun auquel aspire chacun des États qui les ont approuvés. « Ce n'est rien de moins qu'un consensus de la communauté internationale auquel aucune nation signataire ne peut déroger ! »

Cependant, même dans les Etats dits les plus développés, l'égalité entre les sexes n'est souvent pas une priorité. « Y a-t-il un seul pays qui place cette question dans sa politique étrangère comme un instrument de négociation ? Aucun que je connaisse. Cette question reste marginale. »

Conclusion : les acquis en matière d'égalité des sexes ne seraient pas encore assez forts pour résister seuls aux obstacles. Une simple déviation des normes déjà établies pourrait avoir de graves conséquences sur les femmes, et ce, partout dans le monde.

« Si l'Ontario autorise le projet, j'entends déjà certains islamistes dire : "Vous voyez, même le Canada reconnaît les tribunaux islamiques !" » Il y a des limites à la rectitude politique, soutient la professeure turque. Elle donne l'exemple des Pays-Bas, nation réputée pour sa tolérance et son ouverture d'esprit, qui a déjà été aux prises avec un projet controversé de tribunal islamique, dans les années 1990. Des groupes de pression s'y sont farouchement opposés en invoquant la CEDAW. Stratégie efficace puisqu'ils ont obtenu gain de cause. « J'espère que vous ferez de même ici ! » conclut Yakin Ertürk. **L.M.N. ::**

Entre guillemets

Du grave à l'aigu

« J'ai obtenu une absolution. Tu ne peux pas obtenir une absolution pour quelque chose de grave. »

MC Mario, disc-jockey montréalais, reconnu coupable d'attouchements sexuels sur deux jeunes femmes.

Esprits vierges

« Ce programme permettra de promouvoir la morale et l'éducation des filles. »

Sulaiman Madada, parlementaire ougandais, qui paiera les frais d'université des jeunes vierges de sa circonscription.

Votez, Koweïtiennes...

« Aujourd'hui, nous avons remporté la bataille de la liberté contre les esprits rétrogrades, la bataille du progrès contre le terrorisme. »

Roula Dashti, suffragette du Koweït. Le 16 mai 2005, ses concitoyennes ont obtenu les droits de vote et d'éligibilité.

... et dirigez, Québécoise

« Être femme n'est plus un obstacle pour être élue chef de parti. »

Louise Harel, chef par intérim du Parti québécois.

Au pas, papa !

« Moi qui pensais avoir le temps de lire mon journal tous les matins... Disons que je n'ai pas souvent le temps de l'ouvrir ! »

Philippe Plourde, père de trois garçons, au sujet de son congé parental de 37 semaines.

Un poupon en prison

« Qu'elle ait son bébé en prison, la Couronne ne prend pas ça en considération. »

Nicole Poirier, procureure de la Couronne, au sujet de Lynn Wood, une Néo-Brunswickoise jetée en prison à six mois de grossesse pour avoir vendu du cannabis à des malades.

Danse et décence

« Je travaille comme strip-teaseuse et je vois parfois des petites filles, même pas encore adolescentes, qui marchent candidement dans la rue, habillées comme je m'habille pour travailler. Considérez-vous normal que la mode consiste à s'habiller comme une danseuse érotique pour aller magasiner ou aller à l'école ? »

Tiffany, 22 ans, de Montréal.

Le cerveau a-t-il un sexe ?

Trois questions à Catherine Vidal, neurobiologiste et directrice de recherche à l'Institut Pasteur, coauteure avec Dorothée Benoit-Browaeys du livre *Cerveau, Sexe & Pouvoir* (Éditions Belin, 2005, 110 p.).

En janvier dernier, le président de la réputée Université Harvard a largué une petite bombe lors d'une conférence sur le thème des femmes en sciences et en ingénierie. Selon lui, le cerveau des femmes serait moins performant en mathématiques que celui des hommes. Différences innées ou vieux préjugés ? La question intéresse justement Catherine Vidal, qui a décidé d'effectuer une lecture scientifique rigoureuse des études portant sur le sujet. Et, ô surprise, elle dévoile que l'influence de l'environnement social et biologique est déterminante dans la construction de l'identité.

Pourquoi vous êtes attaquée au manque de crédibilité des théories qui affirment l'existence d'une différence biologique entre les cerveaux masculin et féminin ?

Ma démarche n'est pas du tout féministe. Je suis scientifique et j'ai simplement voulu vérifier la réalité de certains lieux communs sur les hommes et les femmes. Mon but n'était pas de nier les dissimilarités entre les sexes que l'on constate tous les jours mais plutôt de comprendre d'où proviennent les différences d'aptitudes, de goûts, d'expressions, etc. entre les hommes et les femmes. Or, les conclusions des études portant sur le sujet manquent souvent de rigueur. Les scientifiques sont boursiers de préjugés et d'*a priori* et ils ne tiennent pas compte de l'influence sociale et environnementale dont le cerveau est imprégné.

Qu'avez-vous découvert ?

Grâce à l'IRM (imagerie par résonance magnétique), il est possible d'étudier les fonctionnements cérébraux. Loin d'être immuable, le cerveau est en constante évolution. Quand on compare l'activité cérébrale de plusieurs individus, on réalise que chacun a sa façon d'activer son cerveau et que cela n'a rien à voir avec le sexe. Il y a autant, sinon plus de différences entre le cerveau d'un joueur de rugby et celui d'un musicien qu'entre celui d'un homme et celui d'une femme.

Si l'on montre que les femmes sont meilleures dans le langage et les hommes dans l'espace, qu'est-ce que cela signifie ? Rien, car l'éducation joue un rôle déterminant : encouragés par leurs parents, les garçons vont dès le départ faire des sports à l'extérieur alors que les filles vont davantage rester à la maison.

Vous dénoncez l'influence de certains ardents défenseurs de ces théories biologisantes...

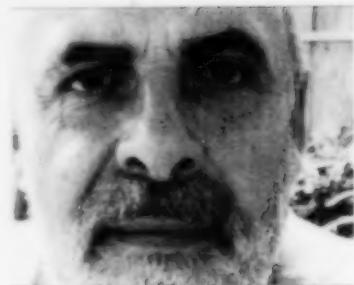
Je me suis demandé pourquoi ils continuaient de véhiculer des idées déterministes qui nient la plasticité cérébrale [je fait que le cerveau est maladroit et peut se transformer sous l'impression de l'environnement]. Pourquoi tiennent-ils tant à la thèse de la différence innée entre les cerveaux des hommes et des femmes ? Certains, comme la psychologue canadienne Doreen Kimura de l'Université Simon



« Il y a autant, sinon plus de différences entre le cerveau d'un joueur de rugby et celui d'un musicien qu'entre celui d'un homme et celui d'une femme. »

Catherine Vidal

Fraser en Colombie-Britannique, soutiennent qu'il existe une différence dès la formation du fœtus et que celle-ci justifie le fait qu'il faille bannir les classes mixtes et faire en sorte de regrouper les enfants intelligents entre eux. Une position pour le moins élitiste. Cette psychologue n'a rien écrit de nouveau depuis des années ; elle reste pourtant toujours très active, en particulier dans les systèmes d'éducation canadien et américain. Or, les tests neuropsychologiques sur lesquels elle fonde sa théorie sont contestables puisqu'ils n'ont pas subi de contrôles rigoureux. Nous sommes en présence de personnes qui font preuve d'une malhonnêteté intellectuelle et scientifique évidente. C'est très dangereux pour la démocratie, pour la liberté et pour l'égalité. Y.B. ::



Contre la banalisation de la prostitution

Pour la première fois au Québec, les voix de celles et ceux qui refusent de voir la prostitution comme un simple travail sont réunies sous une même bannière.

La Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLE) a vu le jour en mai dernier, à Montréal. « Nous désirons faire entendre un discours critique sur la prostitution et l'industrie du sexe », explique Michèle Roy, une des fondatrices et également porte-parole du Regroupement des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS).

La CLES regroupe une quinzaine de spécialistes de la question, qui s'inquiètent notamment du trafic sexuel. Parmi eux, Richard Poulin, professeur à l'Université d'Ottawa, auteur de *La mondialisation des industries du sexe* (Les Éditions L'Interligne, 2004). Il explique les bases du discours néo-abolitionniste du nouvel organisme : « Nous sommes pour la décriminalisation des personnes prostituées, mais pour la criminalisation de la prostitution, des proxénètes et des clients. Tout cela associé à des mesures pour réintégrer socialement et professionnellement les personnes prostituées. »

Gros programme ! Surtout au moment où le gouvernement fédéral envisage de revoir les lois sur le racolage et que les partisans de la dériminalisation de la prostitution, dont l'organisme montréalais Stella, se font plus visibles que jamais. Leur discours aurait pris tellement de place qu'il semble avoir été intégré par la population, souligne Michèle Roy. Elle fait remarquer que l'expression « travail du sexe », en dépit de son assimilation tacite de la prostitution à un travail comme un autre, est maintenant sur toutes les lèvres, dont celles des journalistes.

La CLES veut sensibiliser la population, mais aussi interpeller directement les partis politiques sur les différents enjeux liés à la prostitution. « Il faut notamment réfléchir à sa dimension internationale », soutient Diane Matte, coordonnatrice du Secrétariat international de la Marche mondiale des femmes et membre de la Concertation. Selon Michèle Roy, il est inconcevable d'envisager de considérer la prostitution comme un libre choix sans jeter un coup d'œil du côté des milliers de femmes et d'enfants trafiqués.

Pour l'instant, la traite des humains demeure une réalité peu documentée au pays, explique Aurélie

Lebrun, agent de recherche à l'UQAM et membre de la CLES. Elle fait partie d'un groupe de recherche sur le sujet, en collaboration avec les chercheuses de l'Alliance de recherche IREF/Relais-femmes (ARIR) et marrainé par le Regroupement des CALACS et la Marche mondiale des femmes. Les résultats devraient être publiés dès mars 2006. La chercheuse dénonce le manque de reconnaissance du problème par les autorités canadiennes et la double discrimination dont sont victimes les femmes trafiquées, à la fois immigrantes et entraînées de force dans la prostitution.

À cela s'ajoute une légitimation de la prostitution à l'échelle internationale qui, selon Richard Poulin, est liée à la mondialisation des marchés et à l'intégration des valeurs libérales. « On ne considère plus la prostitution comme une forme d'oppression, mais comme un échange marchand entre deux personnes consentantes. La CLES est un mouvement de résistance à cette marchandisation. »

Où est le choix ?

Bien décidée à promouvoir une perspective internationale, la CLES a invité l'Indienne Indrani Sinha en mai dernier, lors d'une conférence portant sur l'exploitation sexuelle des femmes et des filles. Fondatrice de SANLAAP – un organisme de soutien pour les prostituées et leurs enfants –, elle a expliqué l'ampleur du problème de l'exploitation sexuelle dans son pays, où la législation sur la prostitution est semblable à celle du Canada. Selon elle, 25 000 femmes se prostituent à Calcutta, dont au moins 20 % d'enfants. Des milliers auraient été trafiquées, souvent dès l'âge de 7 ans, la côte allant toutefois aux filles de 10 à 12 ans, estime Sharanam, un organisme indien dédié aux enfants de la rue.

En Inde, une prostituée de 20 ans est déjà vieille. Des milliers de jeunes suivent à la traite, souvent dès l'âge de 7 ans, la côte allant aux îles de 10 à 12 ans.

En Inde, une prostituée de 20 ans est déjà vieille ! Selon l'organisme Planning Rural Urban Integrated Development through Education (PRIDE), chaque jour, environ 200 fillettes et adolescentes indiennes deviennent prostituées et 80 % d'entre elles sont soit dupées, soit entraînées de force.

Mme Sinha refuse de considérer la prostitution comme un métier. « Où est le choix ? » questionne-t-elle en rappelant que, faute d'autres options, trop de femmes se retrouvent dans le milieu de la prostitution et n'arrivent pas à s'en sortir.

Pour plus de renseignements : www.sanlaap.org

par Françoise Guénette

RENCONTRE



CANADARESS / Paul Charron

Judy Rebick L'urgence de parler à nos filles

« Les vieilles féministes meurent, les autres se taisent et les mères ne parlent pas à leurs filles ! » À la génération montante, la militante torontoise Judy Rebick a écrit un livre pour raconter l'« histoire perdue du féminisme ».

À 59 ans, Judy Rebick est l'une des commentatrices politiques les plus redoutables des médias anglophones. Elle a fait sa marque au début des années 1990 comme présidente du Comité canadien d'action sur le statut de la femme, la plus importante organisation féministe du pays. Titulaire de la Chaire Sam Gindin en justice sociale et démocratie de l'Université Ryerson de Toronto, elle trouve le temps de publier sur le Net l'irrévérencieux et populaire magazine indépendant rabble.ca.

Militante altermondialiste, elle côtoie quotidiennement une nouvelle génération de jeunes femmes et de jeunes hommes très éveillés politiquement, sur qui le féminisme a déteint... mais qui ignorent au fond comment celles qui les ont précédés ont mené leurs

combats. Cette ignorance de l'histoire, Judy Rebick a décidé d'y remédier. « Parce que les vieilles féministes meurent et que les autres ne parlent pas. » Cette plaideuse passionnée va plus loin, évoque une sorte d'autocensure des féministes, « comme dans les groupes de gauche à l'époque, quand on avait peur de se faire répondre que c'était une lutte secondaire. Et, pire, les mères ne parlent pas à leurs filles ! »

Prise d'un sentiment d'urgence, elle a entrepris de rencontrer plus d'une centaine de femmes de toutes les régions du pays, « autochtones, noires, pauvres, jeunes et vieilles, lesbiennes, hétérosexuelles, handicapées ». Actrices humbles ou flamboyantes d'une révolution sous estimée. Le résultat, une mosaïque à l'image du mouvement lui-même, est paru au début de l'année

11

:: RENCONTRE

sous le titre *Ten Thousand Roses: The Making of a Feminist Revolution* (Penguin Canada). Histoire orale, volontairement : « Je ne voulais pas écrire ma vision de féministe torontoise, blanche et socialiste, mais rendre hommage au mouvement de milliers de femmes, qu'on entende leurs voix. »

Le récit couvre les grands combats de la deuxième vague féministe, à partir de 1960, et se termine sur la marche Du pain et des roses de 1995. À chaque décennie, des thèmes s'imposent, telles la légalisation de l'avortement, la vio-

lence conjugale, la création des garderies, la mobilisation des lesbiennes, la lutte des autochtones pour revoir la Loi sur les Indiens.

Partisane et artisan d'un rapprochement avec les féministes du Québec, Judy Rebick a interrogé pour son livre quelques Québécoises, dont Madeleine Parent, figure légendaire du mouvement syndical, la militante Françoise David, la journaliste Francine Pelletier, une des fondatrices du magazine *La Vie en rose*, la productrice Monique Simard, et Diane Matte, coordonnatrice du Secrétariat international de la Marche mondiale des femmes.

Les différences de visions et d'expériences sautent aux yeux. Ainsi, Françoise David a l'impression, à sa première rencontre nationale avec le Comité canadien d'action sur le statut de la femme (elle est alors au Regroupement des centres de femmes), de se retrouver avec « des extra-terrestres dont elle ne comprend pas la culture », qu'elle trouve désorganisées et émotives.

Judy Rebick avait elle-même expérimenté ce fossé culturel dans les jours

suivant la tuerie de Polytechnique en décembre 1989. De passage à Montréal, elle constatait, horrifiée, que les médias accusaient les féministes d'avoir « récupéré » l'événement, alors qu'à Toronto, par exemple, l'acte de Marc Lépine était interprété comme un geste politique. « Pour Monique Simard et Francine Pelletier, ce fut la pire expression du *backlash* antiféministe, la preuve que toute révolution a un prix. Au Canada anglais, l'impact a été inverse. L'événement a propulsé au premier plan la violence faite aux

« Comment se surprendre que les jeunes aient une mauvaise image des féministes ? Elles croient ce que leur disent les médias ou les conservateurs de tout poil qui prétendent que nous sommes puritaines, racistes, etc. »

femmes, qui est devenue LA priorité des années suivantes. Dans les universités, une vague de jeunes féministes, qui ont maintenant près de 40 ans, se sont alors identifiées aux filles de Poly. Paradoxalement, cela a facilité notre combat, alors qu'au Québec, le *backlash* s'est accentué. »

Depuis la sortie de son livre, l'auteure a fait la tournée de plusieurs villes canadiennes et a été abasourdie par les réactions de dizaines de jeunes femmes à cette « histoire perdue du féminisme ». « Elles ne peuvent pas croire à quel point nous revenons de loin. Elles sont si choquées d'apprendre que les femmes mariées ne pouvaient avoir une carte de crédit ou une hypothèque dans les années 1960 sans la signature de leur mari ! Les plus étonnées ont la vingtaine. Même inscrites en études féministes, elles connaissent la théorie mais elles ignorent le militanthisme, les luttes des femmes dans les syndicats par exemple. »

Elle cite, exemple cocasse, une jeune anarchiste de 18 ans, au visage percé d'anneaux. « Elle avait acheté mon livre pour l'offrir à sa mère... et celle-ci lui a dit pour la première fois qu'elle avait déjà milité ! Les mères transmettent à leurs filles des valeurs, mais elles ne racontent pas ce qu'elles ont traversé. Comment se surprendre que les jeunes aient une mauvaise image des féministes ? Elles croient ce que leur disent les médias ou les conservateurs de tout poil qui prétendent que nous sommes puritaines, racistes, etc. Alors qu'en lisant mon livre, les jeunes découvrent des femmes passionnées, sensuelles, courageuses. »

Et ces jeunes femmes pour qui elle a écrit, elle sent leur désarroi. « Elles parlent d'inconfort. Beaucoup me disent : « Je sais que je peux faire plusieurs choix, mais je sens quand même des pressions énormes. Si j'ai un enfant, que faire ? Rester à la maison ou travailler ? » » Un dilemme des années 1970... mais dans le contexte des années 2000. « Nous sommes à une époque de scepticisme et d'individualité, où on leur dit de régler leurs difficultés seules ou en couple. Le problème ne vient plus de la résistance des hommes, ou des pressions morales, comme il y a 20 ans, mais de ce climat qui favorise la privatisation des enjeux,

qui sape la recherche de solutions collectives. »

Si elle ne craint pas de retour en arrière, Judy Rebick est particulièrement préoccupée par la « préoccupation des rapports sexuels des fillettes de 11, 12 ans qui font des fellations dans la banalité ». La *passionaria* s'emporte : « Cette banalisation du sexe est très grave. Assez pour remobiliser le mouvement des femmes quand on en comprendra les conséquences. Si les jeunes pensent qu'il faut servir les hommes sexuellement pour être

populaire et avoir une bonne image de soi-même, si elles intériorisent cette idée, ce sera une nouvelle sorte d'oppression. Les féministes devraient dénoncer ces dérives... sauf que c'est difficile. On a peur d'avoir l'air puritaines, on ne veut pas dire aux filles que leur sexualité est

mauvaise. De là l'urgence du dialogue avec elles. »

Caché entre les pages de son livre, cet aveu : « le féminisme m'a sauvé la vie ». Judy Rebick hésite, explique : « Jeune, j'ai subi de la violence et je sais que ma

santé physique et mentale n'aurait pas survécu si je n'avais pu en parler à d'autres femmes et faire une thérapie féministe. Je me serais peut-être suicidée. » Au lieu de quoi, elle rugit toujours, plus vivante que jamais. ::

La fabrication d'une féministe



CANAPRESS / Paul C. Johnson

Jeune radicale diplômée de McGill, Judy Rebick s'est vu refuser, dans les années 1960, un poste de journaliste à la radio montréalaise parce que « les hommes sacrifient dans une salle de nouvelles et ne seraient donc pas à l'aise avec une femme autour... »

Au féminisme proprement dit, elle est arrivée en 1983, comme porte-parole de la clinique Morgentaler qui s'ouvrait dans la controverse à Toronto. « Je venais de quitter l'extrême gauche trotskiste à cause de comportements sectaires et je me suis retrouvée dans cette lutte. La plupart des leçons que j'ai apprises, les tactiques, les rapports avec les médias, ça a été dans le mouvement pro-choix durant cette période extraordinaire. Les soi-disant pro-vie m'ont agressée trois fois. Chaque jour, il fallait traverser des centaines de manifestants qui harcelaient les femmes. Ils sont allés jusqu'à faire exploser la clinique ! »

En 40 ans d'engagement politique, Judy Rebick en a vu de toutes les couleurs et a assisté au déclin du féminisme canadien, dans les années 1990. « Avec le glissement à droite, surtout en Ontario, les coupures au financement des groupes se sont généralisées. » Depuis, déplore-t-elle, plusieurs groupes de promotion des droits des femmes ont disparu : les Status of Women Committees de l'Alberta et du Manitoba (équivalents du Conseil du statut de la femme) ont perdu leur financement. Quant aux groupes de services, « ils se sont souvent dépolitisés et professionnalisés pour continuer d'obtenir leur financement public. Parfois, on n'y trouve plus de féministes ».

Judy Rebick voit l'avenir du féminisme du côté des jeunes femmes qui, peut-être parce qu'elles « ont davantage confiance en elles que nous à leur âge », sont prêtes à faire des alliances avec les « nombreux jeunes hommes qui appuient une position anti-patriarcale ».

Pourtant, elles sont loin d'avoir terminé leur travail, pense Judy Rebick, qui évoque les dossiers de la violence faite aux femmes, le « patriarcat intact en politique, en économie et trop souvent dans la famille », les guerres et la destruction de l'environnement. Cette socialiste, qui a tant voulu amener des femmes de la classe ouvrière dans un mouvement longtemps perçu comme blanc et petit bourgeois, craint qu'il soit plus ardu à l'avenir de construire « des alliances entre femmes riches et pauvres puisque le fossé entre elles s'élargit ».

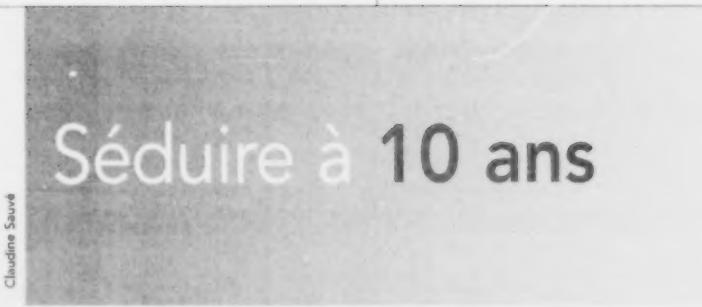
Indécroitable idéaliste, Judy Rebick voit l'avenir du féminisme du côté des jeunes femmes qui, peut-être parce qu'elles « ont davantage confiance en elles que nous à leur âge », sont prêtes à faire des alliances avec les « nombreux jeunes hommes qui appuient une position anti-patriarcale ». Elle ne voit plus la nécessité de créer des groupes exclusivement féminins. D'ailleurs, ajoute-t-elle, on a toujours travaillé avec des hommes dans les dossiers des garderies ou de l'avortement. « La violence, par exemple, voilà un dossier qui a peu évolué en 30 ans. Il faut comprendre pourquoi la socialisation des garçons cultive encore cette violence, et pour cela en dis-

cuter entre hommes et femmes ! Pas avec des masculinistes, bien sûr. »

Mais comment expliquer que ces hommes de bonne volonté se manifestent si peu publiquement ? « Peut-être parce que nous ne les interpellons pas suffisamment ? Les féministes que je vois travailler avec des hommes dans le mouvement anti-globalisation, par exemple, soulèvent rarement les enjeux des femmes. Prenons la montée de l'intégrisme. Les femmes des groupes anti-guerre n'insistent pas sur le fait que les Irakiennes ont moins de droits maintenant que sous Saddam ! » ::



Diane Lavallée,
présidente
du Conseil
du statut
de la femme



Claudine Sauvé

I y a quelque temps, mon fils aîné m'a posé une question troublante. « Maman, est-ce normal que je n'aie pas encore de blonde à mon âge ? » Je me suis empressée de le rassurer : mais oui, avoir une copine n'est pas obligatoire... à 10 ans ! Tu peux te faire plaisir de jouer aux billes avec tes chums dans la cour d'école.

Le phénomène d'hypersexualisation des jeunes a pris une ampleur inquiétante. Surtout chez les filles. Depuis quelques années, nos préadolescentes adoptent des comportements « adultes ». Cibles de choix pour les publicitaires, qui leur imposent des marques de vêtements, de cosmétiques, voire de lingerie, elles consacrent de plus en plus de temps et d'argent à soigner leur *look*. Et elles adulent des chanteuses sexy dont les tenues pourraient être taillées dans une cravate. Pas étonnant qu'elles s'adonnent à des jeux de séduction ! Certaines vont jusqu'aux fellations dans les toilettes ou au tripotage entre amis. « Branler un gars, c'est juste branler un gars », affirme une enfant de 11 ans dans le documentaire *Salopettes*, dont traite la *Gazette des femmes* ce mois-ci.

La situation commence à inquiéter le monde politique. En août, le président de l'aile jeunesse du Parti libéral du Québec, Simon Bégin, a invité le gouvernement à imposer un code vestimentaire à l'école. Le premier ministre, Jean Charest, préfère pour l'instant s'en remettre au bon jugement des parents, des écoles et des jeunes eux-mêmes. Mais la critique officielle en matière d'éducation, Pauline Marois, a aussi évoqué la possibilité de discuter de ce sujet en commission parlementaire.

« Comme mère et comme ministre, je pense que ce sont des enjeux importants », a confié aux médias Carole Théberge, ministre responsable de la Condition féminine. À sa requête, le Conseil du statut de la femme a entamé une étude dont les résultats sortiront en 2006. Les chercheuses interrogeront des universitaires et des gens sur le terrain : professeurs, sexologues, médecins, etc. Elles s'intéresseront à la sexualité précoce des jeunes, filles et garçons, mais aussi à leurs relations de couple. Les rapports de domination persistent-ils ? Comment s'expriment les stéréotypes sexuels aujourd'hui ? Comment traite-t-on le corps des jeunes en publicité ? Cette recherche pourrait nous fournir des indices cruciaux sur le sens que prendront les relations hommes-femmes au Québec dans les prochaines années.

Certaines personnes blâment le mouvement des femmes parce que les « adonaissantes » (de 8 à 12 ans) se promènent en jeans taille basse et en camisole bedaine. Je ne partage pas leur point de vue. Le féminisme a permis aux femmes d'exercer un meilleur contrôle de leur corps et aux filles de s'affirmer dans leur sexualité; il n'a jamais prôné les expériences précoce ! En revanche, les jeunes baignent dans une culture pornographique. Ils sont bombardés de publicités où l'on déshabille les femmes. Ils naviguent également dans Internet, où le commerce du sexe fleurit. L'hypersexualisation des jeunes est un phénomène de génération. S'il faut se poser des questions, c'est plutôt en tant que baby-boomers.

Qu'avons-nous fait pour nous retrouver devant un tel phénomène ? C'est tout de même de nos enfants qu'il est question !

Exiger le port de costumes, comme certains le réclament, reviendrait à mettre un pansement sur une tumeur cancéreuse : il masquerait la plaie sans la guérir. Certes, on ne parle pas assez souvent de la façon convenable de se vêtir pour fréquenter les endroits publics. Les jeunes ne semblent plus savoir faire la différence entre ce qui se porte autour d'une piscine, dans sa chambre, dans la rue ou à l'école. Mais imposer un code ne réglerait pas le problème de la sexualité débridée de certains et certaines. Et si elle révélait un malaise plus profond : celui de l'inégalité persistante entre les hommes et les femmes ? Il est inquiétant que nombre de jeunes filles s'adonnent à des pratiques sexuelles qui visent exclusivement à donner du plaisir, sans retour, dans le but de plaire et d'être acceptées des autres. Quelle façon d'amorcer ses rapports avec l'autre sexe !

Le féminisme a permis aux filles de s'affirmer dans leur sexualité; il n'a jamais prôné les expériences précoce !

Les féministes ont raison d'étudier le phénomène et de tenter d'y trouver des pistes de solution. Par contre, gardons-nous de tout dramatiser. Dans mon entourage, je vois aussi des filles qui ont d'autres centres d'intérêt que la séduction, bien que certaines ne jurent que par le maquillage et les bijoux !

Quand je pense à nos filles et à nos fils de demain, je rêve que les valeurs du féminisme leur permettront de vivre une séduction exempte de rapports de domination. D'une façon libre, volontaire et épanouissante...

Hypersexualisation des filles

Échec du féminisme ?

par Monique Durand

illustrations : Virginie Egger, pour la Gazette des femmes

Sur toutes les tribunes il en est question. L'image hypersexualisée des filles. La précocité sexuelle des ados. Des histoires de fellations dans le fond des autobus scolaires. Est-ce bien à cela qu'ont abouti 30 années de luttes féministes pour remiser la femme-objet ?

À 8 ans, elles sont dans votre trousse à maquillage. À 10 ans, elles vous piquent vos talons hauts. À 13 ans, vous les amenez avec vous chez l'esthéticienne pour facial, épilation des jambes et autres travaux cosmétiques. Vous, féministes et filles de féministes. « Aujourd'hui, presque toutes les filles que je reçois dans mon cabinet ont le pubis rasé. Tellement qu'on s'étonne quand on voit des poils en procédant à leur examen gynécologique ! »

Franziska Baltzer, 53 ans, est pédiatre et directrice de la Clinique des adolescents de l'Hôpital de Montréal pour enfants. « Dans les années 1980, quand je recevais de très jeunes filles, 6, 7 ou 8 ans, qui portaient talons hauts, sac à main et maquillage, c'étaient souvent des indices

d'abus sexuels. Aujourd'hui ? Ce sont les mères qui les habillent avec des petites culottes *strings* tangas et des camisoles moulantes. Et qui font raser le pubis de leurs adolescentes. Des mères elles-mêmes embarquées jusqu'au cou dans le bateau de la sexualisation à outrance, des mères qui, par ailleurs, se disent féministes et qui ne semblent rien voir ! Pourquoi du linge sexy à pareil âge, voulez-vous me le dire ?

nos soutiens-gorges ! » Elle enchaine : « Les modèles actuels pour les petites filles, ce sont Britney Spears et consorts. Il faut dire que les féministes ne leur ont pas laissé de modèles trop tentants : femme hargneuse, militante, lesbienne radicale. » Quand je lui demande où le féminisme a péché, elle hésite d'abord, puis esquisse une explication : « C'est peut-être d'avoir nié la différence sexuelle. Elle existe, cette différence ! On ne peut pas la gommer ! On a beau contenir les hormones, un gars, ça reste un gars. Il faut dire à nos filles de faire attention et de s'habiller autrement. Si tu portes une jupe rase-trou, il faut t'attendre à ce que les hommes ne soient pas nécessairement gentils et délicats ! Le pire, c'est que tout ça donne la part belle aux cathos et à la droite : "Regardez ce qui arrive quand on met Dieu à la porte !" »

Josée Brissette dirige la Meute MédiaAction, une « émanation » des Chiennes de garde françaises. L'objectif de son regroupement : combattre la publicité sexiste et les stéréotypes, en particulier dans les événements sportifs et les salons de l'automobile. « J'ai l'impression que tout est à recommencer. Faut refaire les mêmes batailles qu'il y a 30 ans. Le corps des femmes, et des femmes de plus en plus jeunes, continue de faire vendre de la bière et des autos ! » D'après Baltzer parle elle aussi d'autos... « À mon sens, il y a un lien direct entre l'utilisation du corps des femmes pour vendre des autos et la venue dans mon cabinet de ces petites filles à *strings*. On est toujours dans le domaine de la femme objet. »

« Ce sera toujours la faute aux femmes et aux féministes ! On les rend encore coupables ! » Denise Boucher pousse un cri du cœur. Rendue célèbre avec sa pièce *Les fées ont soif* dans les années 1970, Denise Boucher a fait partie de la première vague du féminisme militant québécois. « Le problème est plus économique que sexuel. On a créé une société de *fashion victims*, des modèles parfaits, des femmes qui n'ont plus de corps, comme la Sainte Vierge. Une vraie propagande ! » Mme Boucher

planche d'ailleurs sur une nouvelle pièce qui s'appelle *Les Imparfaites...*

Julie Châteauvert a 30 ans. Elle est étudiante en art et militante féministe. Comme son ainée Denise Boucher, elle accuse d'abord la société capitaliste et consumériste dans laquelle nous vivons. « Les jeunes filles en particulier sont ciblées de plus en plus jeunes comme consommatrices. Les publicités sexistes sont en recrudescence et les stéréotypes du féminin et du masculin reviennent en force. » Une récente étude américaine, menée par la firme Hollenbeck Associates de San Francisco, révèle d'ailleurs que les 8-12 ans constituent le groupe de consommateurs le plus vorace aux États-Unis. La même étude rapporte que 92 % des fillettes sont démesurément préoccupées par leur *look* et que 7 % d'entre elles ont déjà pris des stéroïdes anabolisants pour atteindre plus vite le corps rêvé.

« Les féministes semblent entretenir un rapport ambigu avec la sexualisation des filles. » Daniel Cere est professeur d'éthique à l'Université McGill et père de cinq filles et un garçon. « Un peu comme elles le font à propos de la prostitution, poursuit-il. Les unes sont pour sa légalisation, y voyant une libération pour les travailleuses du sexe, les autres sont contre, y voyant une exploitation des femmes. De même, certaines féministes semblent voir une libération dans cette hypersexualisation féminine. Et d'autres, une nouvelle aliénation. »

Calmsons-nous !

« Échec du féminisme ? Non, je ne vois pas les choses comme ça du tout. » Nathalie Collard est journaliste à *La Presse*, elle a écrit récemment une série d'articles sur l'hypersexualisation des filles. Elle est aussi auteure. « Le féminisme n'est pas responsable de tout ce qui se passe dans la société. Les féministes ne sont pas omnipotentes. Bien d'autres choses influencent les jeunes. C'est aberrant de penser que les féministes peuvent tout régler ! La réalité, c'est que les filles et les femmes sont présentes partout maintenant, sur le

Caroline Heyeur / Agence Stock



« Ce sont les mères qui font raser le pubis de leurs adolescentes et qui les habillent avec des strings et des camisoles moulantes.

Des mères elles-mêmes embarquées jusqu'au cou dans le bateau de la sexualisation à outrance, des mères qui, par ailleurs, se disent féministes et qui ne semblent rien voir ! Pourquoi du linge sexy à pareil âge, voulez-vous me le dire ? » D'après Baltzer, directrice de la Clinique Médico-sociale de l'Hôpital de Montréal pour enfants.

Est-ce bien là, à ces petits pubis rasés, que 30 années de féminisme bien sonnées nous ont menés ?

Un échec

« Le féminisme encaisse aujourd'hui deux échecs majeurs, clame Josée Blanchette, 42 ans, billettiste bien connue du *Devoir*. D'abord l'avortement, qui est devenu un contraceptif de luxe. Le nombre d'avortements a doublé ! Et puis l'hypersexualisation des filles à laquelle on assiste maintenant. On n'avait pas vu venir ça quand on a brûlé



Les jeunes filles en particulier sont ciblées de plus en plus jeunes comme consommatrices. Les 8-12 ans constituent le groupe de consommateurs le plus vorace aux États-Unis : 92 % des fillettes sont démesurément préoccupées par leur look et 7 % d'entre elles ont déjà pris des stéroïdes anabolisants pour atteindre plus vite le corps rêvé.

marché du travail, en politique, dans les facultés universitaires, et elles y réussissent très bien. » Nathalie Collard est mère de deux filles. « Attendons de voir ce que les petites filles en chandail bedaine vont devenir ! On s'en reparlera dans 10 ans. Elles ne deviendront pas forcément des femmes soumises et aliénées. Et elles ne reviendront pas nécessairement à des postures féministes ! »

« Mes filles ont 6 et 9 ans, poursuit-elle. Je demeure féministe, et consciente de toutes mes contradictions. J'essaie de faire attention, de ne pas les élever dans l'hyperconscience de leur image : par exemple, il n'y a pas de balance chez nous. Parce qu'après tout, c'est nous qui leur transmettons nos bibittes et nos névroses ! » Puis, d'un même souffle : « Mais en même temps, mes filles ne vivent pas dans un aquarium. Elles voient bien ce qui se passe ailleurs, autour d'elles : nos voisines et leurs filles sont pour la plupart au régime ! »

« Ce n'est pas une défaite pour le féminisme, bien au contraire ! s'exclame d'entrée de jeu Pierrette Bouchard,

directrice de la Chaire d'étude Claire-Bonenfant de l'Université Laval. Ce sont les féministes qui, les premières, ont mis le doigt sur ce problème de la sexualisation des filles et ont fait réfléchir sur la question. » Pierrette Bouchard est coauteure (avec Natasha Bouchard et Isabelle Boily) de *La sexualisation précoce des filles* qui paraîtra cet automne aux Éditions Sisyphé. Pour elle, le problème le plus inquiétant, c'est la précocité des filles et ce qu'elle appelle « la culture pornographique » qu'on leur inculque en bas âge, par le biais de la mode et de la culture pop. « Et n'allez pas me dire que les féministes sont prudes. La solution, ce n'est pas de faire porter des tchadors à nos filles ! Le problème, encore une fois, c'est que nous sommes entrés dans une époque de culture pornographique douce au quotidien, dans laquelle même l'enfance est érotisée. Je constate aussi que les mères sont souvent complices de cette manière d'être très sexualisée. »

« Le rapport au corps des filles d'aujourd'hui, par rapport à celui qui était le nôtre, n'est absolument pas le même, avance Josée Boileau, éditorialiste au

quotidien *Le Devoir*. En témoignent tous ces tatouages, ces piercings. Il faut voir comment cela évoluera. »

« Si les filles se dénudent aujourd'hui, prétend Sylvie Rochon, 44 ans, professeure de philosophie au Collège de Saint-Jean-sur-Richelieu, c'est qu'elles ont encore besoin du regard de l'autre pour donner valeur à leur corps, sinon pour exister tout court. » Même son de cloche du côté de la chercheuse Pierrette Bouchard. Elle a mené une vaste étude sur les magazines pour filles. « Ces magazines carburent aux stéréotypes de la féminité. On apprend aux filles à se définir dans le regard de l'autre, c'est-à-dire du garçon. Les garçons sont ceux qui valident. »

Une étude récente de Statistique Canada (*Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes*, publiée en mai) va dans le même sens. Cette étude établit un lien entre la précocité sexuelle et l'estime de soi. Ainsi les filles dont l'estime de soi était faible vers 12 ou 13 ans, selon leur propre aveu, sont plus susceptibles d'avoir eu des relations sexuelles précoces.

« Mais je ne conçois pas le mouvement historique du féminisme comme une progression linéaire, se rassure Pierrette Bouchard. Ce mouvement est fait d'avancées et de reculs. Ces années-ci,

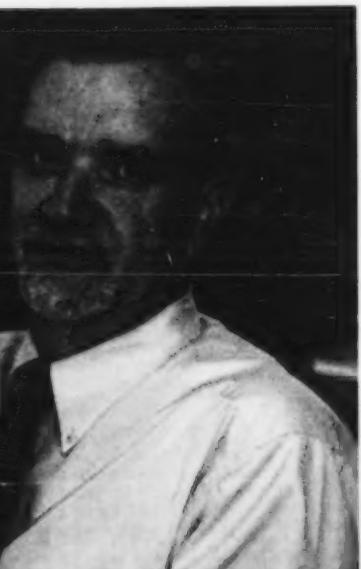
sur des talons hauts comme ça. Pas un centimètre carré d'elles qui ne soit occupé par la féminité. Pas un centimètre carré d'insouciance. Rez-de-chaussée : elles sortent de l'ascenseur où deux garçons casquettés, aux fonds de culotte qui traînent, pas tellement plus vieux qu'elles, les attendent. En voilà deux, tout à coup, qui se « frenchent » à bouche que veux-tu, la petite fille agitant ostensiblement son genou dans l'entrecuisse de celui qui semble être son chum.

Cette scène, plutôt banale de nos jours, illustre un changement net des pratiques sexuelles des adolescents depuis les années récentes. La sexologue Jocelyne Robert a derrière elle une longue pratique auprès des ados à Montréal. « Les filles d'aujourd'hui sont très actives, elles prennent les devants, elles sollicitent, donnent énormément. Il y a une différence flagrante avec avant, il y a tout juste 15 ou 20 ans. » Son constat : les pratiques sexuelles de nos ados sont plus crues qu'avant. Ils sont plus nombreux à pratiquer le sexe oral ou anal, par exemple. Les partouzes sont monnaie courante et les interdits d'autrefois allègrement transgressés. « Il y a 20 ans, la question que les filles me posaient le plus souvent, c'était comment bien embrasser. Aujourd'hui, la question qui les obsède, c'est comment faire une bonne pipe. »

on assiste à un ressac. Si le féminisme était linéaire et se déployait toujours en progressant, on aurait réglé une fois pour toutes, et depuis longtemps, l'exploitation des femmes et l'inégalité entre les sexes ! »

Pratiques sexuelles hard

Scène glanée récemment au 22^e étage d'un immeuble du centre-ville de Montréal. Trois jeunes filles à peine pubères montent dans l'ascenseur tapisse de miroirs où je me trouve déjà. Sans complexes ni pudeur, elles se mirent, s'examinent, se contorsionnent, « fanfreluches » grimées, poudrées, juchées



Les Mouvement semblent entretien rapport ambigu avec le féminisme des filles. Tout comme il peut être difficile pour certaines voire une libération de l'hypocrisie et de l'indifférence. Des trois personnes photographiées, deux sont des filles et une est une femme adulte.

« Si les filles se dénudent aujourd'hui, c'est qu'elles ont encore besoin du regard de l'autre pour donner valeur à leur corps, sinon pour exister tout court. »

Sylvie Rochon, professeure de philosophie au Collège de Saint-Jean-sur-Richelieu

qui a accompagné le féminisme et la libération sexuelle, et qui voulait dissocier l'affectif du sexuel, les femmes se sont dénaturées. Leurs filles en sont victimes. »

« C'est la société, y compris nous, les féministes, qui a appris aux jeunes des attitudes et un langage imbribés de sexe, dit Dr Baltzer. La sexualité n'a plus d'âge aujourd'hui ! Elle est inscrite partout : chez les enfants, les adolescents, les adultes et les personnes âgées. Le Viagra s'insère bien dans ce paysage-là ! Et on s'étonne ensuite des pratiques sexuelles de nos jeunes tirant vers la pornographie. On les trouve cochons ! Je ne peux m'empêcher d'éclater de rire. Elle aussi. « Bon, nous, les féministes, avons peut-être manqué de vigilance. » « Vous savez, continue-t-elle, les jeunes d'aujourd'hui écoutent la même musique que leurs parents. Ils s'habillent souvent de la même façon. Ils se teignent les cheveux de la même couleur. Ils sont cool comme leurs parents. Et ils pratiquent le sexe comme leurs parents. Un des grands problèmes de notre temps, je crois, c'est que les limites entre les générations ne sont pas claires. Qu'est-ce qu'un enfant ? Qu'est-ce qu'un adulte ? Les jeunes n'ont plus rien pour se distinguer de leurs parents. »

J'accuse

« Echec du féminisme ? Oui. » La sexologue-clinicienne Marie-Paule Ross pratique à Québec. Elle me répond du tac au tac. « Les féministes sont allées trop loin en pratiquant le sexe sans amour. Elles sont tombées dans un piège. En disant : "C'est mon corps, j'ai le droit d'en faire ce que je veux", elles ont adopté un modèle sexuel de gars qui ne leur correspond nullement. En ce sens-là, cette liberté que les féministes ont léguée à leurs filles était un cadeau empoisonné. Lors de consultations, les filles me disent que le sexe leur vide le cœur. » Elle poursuit, intarissable sur le sujet : « Avec ce mouvement hédoniste

Peu de plaisir en retour

La journaliste Francine Pelletier, 53 ans, est documentariste. Elle a réalisé une série de documentaires sur la sexualité des femmes pour la CBC et Canal Vie.

Elle a été rédactrice en chef du magazine féministe *La Vie en rose*. « Dieu sait qu'on en a parlé, de sexualité ! Le premier texte que j'ai écrit, en 1980, portait sur le sexe, justement. La sexualité est à notre génération ce qu'a été le vote pour la génération précédente. On a voulu l'exercer jusqu'au bout. Mais devant ce qu'on nous raconte des pratiques sexuelles des jeunes aujourd'hui, on ne peut pas s'empêcher de faire "woups" ! Il faut prendre notre part de responsabilité, nous, féministes, dans cette dérive. »

Elle enchaîne : « Nous sommes à l'ère de *Sex and the City*, de Britney Spears, des nombrils à l'air. On nous présente des modèles de femmes sexualisées, affirmées, conquérantes. C'est vrai qu'on fait l'amour avec plus de facilité qu'avant ; on est mieux informées, on est loin de l'époque des trous dans les jaquettes. Mais ce que les femmes, jeunes et vieilles, m'ont raconté dans mes documentaires, c'est que la sexualité n'est toujours pas une célébration. Trente ans

« Nous sommes entrés dans une époque de culture pornographique douce au quotidien, dans laquelle même l'enfance est érotisée. Je constate aussi que les mères sont de plus en plus complices d'une sexualisation d'autrui. »

de féminisme semblent n'y avoir rien fait. Elles font l'amour comme façon de compenser pour la pietre image qu'elles ont d'elles-mêmes ! Dans la chambre à coucher, les femmes sont encore là pour faire plaisir, c'est pas grave si elles ne jouissent pas ! »

Julie Châteauvert, une des personnes interviewées par la réalisatrice Francine

Pelletier, est en train de mettre sur pied un groupe de réflexion « non mixte », dit-elle. « Nous avons besoin de réfléchir entre nous » sur la sexualité. Elle s'intéresse en particulier aux manières dont se vivent les inégalités sociales entre les hommes et les femmes dans l'intimité des rapports amoureux. « Les féministes nous ont laissé la plus grosse job, la plus difficile à mener : celle de l'intimité. Au fond, les fellations dans l'autobus scolaire où les petites filles ne prennent pas leur pied ne sont que le portrait de ce qui se passe dans le lit des adultes. Il est nécessaire qu'on se penche là-dessus. »

J'excuse

« Je dis à ceux et celles qui accusent les féministes de tous les maux d'aller se faire voir ! » Denise Boucher enchaîne : « Le féminisme n'est pas et n'a jamais été la police des hormones. Les jeunes d'aujourd'hui ont droit à leurs expériences comme nous avons fait les nôtres. On a tellement été dans la folie nous-mêmes ! »

« Cette absence de morale au plan sexuel, car c'est bien de cela qu'il s'agit, c'est pas la faute des féministes ! Les féministes ne se sont jamais posées en autorité morale de remplacement après l'éclatement des valeurs religieuses et la fin de l'autorité du père. » La philosophe Sylvie Rochon est aussi indulgente pour les féministes. « Elles avaient tellement de travail à faire ! Des millénaires à rattraper. Et elles ont fait faire quand même beaucoup de progrès aux femmes et au monde. Mais 30 ou 40 ans de progrès, c'est bien peu au regard de millénaires de domination mâle. »

Mais elle constate une sorte de tristesse chez ses étudiantes, qui semblent se faire violence à elles-mêmes en pratiquant le sexe. « Les filles d'aujourd'hui souffrent. Ce que je lis dans leurs dissertations philosophiques, c'est de la souffrance à l'état pur. Elles se sentent obligées de répondre aux modèles, elles ont peur de ne pas plaire. Ce sont pourtant bien les filles de la génération des féministes. »



Jacques Nadeau / Le Devoir

« L'hyposexualisation des filles est un échec majeur du féminisme. On n'avait pas vu venir ça quand on a brûlé nos soutiens-gorges ! »
Julie Blachette, auteure du billet.

Un rapport de domination ?

La sexualité pratiquée aujourd'hui entre les filles et les garçons, et souvent apprise dans les sites pornographiques sur Internet, est-elle en train de recréer de l'inégalité, là où les féministes avaient cru l'atténuer ?

La sexologue Marie-Paule Ross en est persuadée. « Les garçons privilégient la performance génitale et font chanter les filles, qui doivent se prêter à des fellations pour être admises dans le groupe. "Au début j'aime pas ça, me disent-elles. Après je m'habitue." » D'après Baltzer renchérit : « Il y a une quinzaine d'années, les filles de 14, 15 ans arrivaient dans mon cabinet enceintes, après avoir été pénétrées à la va-vite. Elles n'avaient retiré de cela aucun plaisir. Aujourd'hui, les filles, souvent plus jeunes, viennent me consulter : elles ont eu toutes sortes de pratiques inimaginables, et pas seulement autour de la pénétration vaginale. Mais elles n'y prennent pas davantage de plaisir ! Alors je leur demande pourquoi elles se prêtent à tous ces jeux avec les garçons. Elles me répondent tout bonnement : "Pour faire *in*." »

« Que la sexualité des jeunes existe et même qu'elle soit plus crue que celle de leurs ainés ne me pose aucun problème, réagit la trentenaire Julie Châteauvert. En revanche, ce qui me cause un problème réel, c'est que les filles se

reusement. Ils veulent fourrer, si vous me passez ce mot vulgaire. Mais, en même temps, ils sont en quête d'amour. Avant, les gars étaient dans l'amour et avaient des fantasmes de sexe – on disait des "pensées cochonnes". Aujourd'hui, ils sont dans le sexe et ont des fantasmes d'amour ! »

Et comment vivent-ils l'hypersexualisation des filles dans la classe, à la récré, dans l'autobus ? « Certains de mes amis me disent que ça dérange leurs garçons, qui ne savent plus où regarder, raconte Josée Blanchette. Ils sont gênés. Et dire que je connais un paquet d'hommes de 40 ans qui baissent devant ces petites filles. » Et elle ose le mot : *agace-pissettes*. « Faudrait peut-être commencer par expliquer aux filles qu'est-ce que c'est une pissette ! »

Les Jeunes Libéraux du Québec, en préconisant le bannissement du *string* à l'école lors de leur congrès du mois d'août dernier, ont engagé un débat qui a fait couler beaucoup d'encre. Comment ne pas songer ici à cette réflexion parue récemment dans le courrier des lecteurs du *Devoir* ? Parlant des fonds de culotte trainants des garçons, de leurs longs et amples t-shirts et de leur attirail de grosses chaînes, « accoutrement de petit macho [...] pour épater, attirer et recruter de la jeune chair fraîche », Luc Forest de Montréal poursuit : « Ce style vestimentaire qui prône la violence et le machisme au plus haut degré n'a pas plus sa place dans les écoles que le style "guidoune" que les jeunes filles prennent tant de plaisir à adopter. Selon moi, l'un ne va pas sans l'autre. Si on bannit, chez les filles, le *string* et le *look "pute"* qui vient avec, on doit bannir également, chez les garçons, le style *dealer-proxénète*. »

Et les garçons là-dedans ?

Toujours des victimes ?

« Mais pourquoi donc, après 30 ans de féminisme, le débat actuel sur la sexualité des jeunes filles présente-t-il encore les femmes comme des victimes ? » Valérie Daoust, professeure de

philosophie à l'Université d'Ottawa et auteure de *De la sexualité en démocratie* (Presses Universitaires de France, 2005), à 35 ans, prend tout le problème de l'hypersexualisation et de la sexualité précoce des filles par l'autre bout de la lorgnette. À contre-courant de la vision « traumatisante et un peu trop scandalisée », dit-elle, des bien-pensants et bien-pensantes. « Avant le féminisme, les femmes étaient victimes d'un manque de liberté sexuelle. Aujourd'hui, elles sont victimes d'une trop grande liberté sexuelle ! Encore des victimes ! »

Elle se dit d'accord avec la féministe américaine Camille Paglia, qui avait jeté un pavé dans la mare avec son *girl power*. « Nos filles sont belles, intelligentes, dégourdis, poursuit Valérie Daoust. Elles ne sont pas des victimes ! Elles sont puissantes, leur corps est un pouvoir, elles ont maintenant le choix de leurs partenaires. » Elle enfonce le clou : « Les femmes sont des objets-sujets. Elles aiment se parer, se maquiller, se

Il y a 20 ans, la question que les filles me posaient le plus souvent, c'était comment bien embrasser. Aujourd'hui, la question qui les obsède, c'est comment faire une bonne pif. Et elles font encore semblant de jouer pour répondre au modèle de femmes binaires qui leur est imposé.

faire belles. Et elles en retirent quelque chose. Une femme sexy peut aussi être un sujet ! » Et elle en remet. « Au fond, la sexualité féminine dérange encore. Elle continue d'être vue comme un désordre social. La jouissance des femmes ne passe pas. Une femme ne peut toujours pas désirer tout en étant désirable. »

« Ce que vous avez de beau, montrez-le ! comme on dit en France. Et pourquoi pas ? » se demande Valérie Daoust.

Quant aux pratiques sexuelles *hard* et aux filles qui seraient exploitées, manipulées par les garçons, là aussi, la professeure Daoust a une opinion à rebrousse-poil. « Les fellations dans l'autobus scolaire, ce n'est pas le vécu de la majorité d'entre elles. Et pourquoi présenter des garçons de 12 ans, boutonneux et complexes, comme la nouvelle terreur sexuelle ? Comme des vieux maquereaux qui orchestrent les fellations de nos filles ? Comme si nos filles ne pouvaient pas dire non ! » Poursuivant sur sa lancée, elle jette : « Ce que le féminisme nous a apporté de plus beau, c'est la vision transmise à nos filles d'une sexualité qui est une communication réciproque et peut se vivre en dehors du mariage et de la prostitution. En revanche, ce que le féminisme nous a apporté de plus tordu, c'est la victimisation des femmes. »

Est-ce si effrayant ?

Est-ce qu'on s'énerve pour rien ? Après tout, les robes indiennes transparentes des années 1970 et 1980 et les partys *wild* enfumés par Janis Joplin ne donnaient pas leur place non plus côté « sexualisation ». Mais c'est vrai que les

filles du *flower power* avaient 18, 20 ans, et pas 12 ou 13 ans !

« Il y a chez les féministes, comme dans le reste de la population, dit Nathalie Collard, un petit côté "vieille madame outragée" qui m'énerve. Est-ce si effrayant ? Ce désarroi devant la jeunesse est vieux comme le monde, il me semble. » Elle poursuit : « Les féministes ont décoincé une génération de femmes, les débarrassant de leur culpabilité et de leurs vieux principes judeo-chrétiens. Elles ont permis à celles qui le voulaient de détacher leurs émotions de la sexualité et de prendre leur pied. Pour le reste, je crois que c'est le retour du balancier. Aujourd'hui, on se dénude. Dans cinq ans, qui sait, on remettra nos cols roulés et nos gants. Tout cela ne m'inquiète pas outre mesure. Je ne crois pas que nous allons reculer, ça ne peut aller que de l'avant. Et l'essentiel ne changera pas : les femmes sont aujourd'hui des êtres autonomes avec, *grossomodo*, les mêmes droits que les hommes. »

L'éthicien Daniel Cere remet plusieurs pendules à l'heure. « Les plus récentes statistiques (Statistique Canada, mai 2005) sont étonnantes à plus d'un titre. Elles révèlent qu'à l'échelle du Canada, seulement un petit pourcentage des jeunes de 14 et 15 ans, 12 % des garçons et 13 % des filles, ont expérimenté

le sexe. » Au Québec, les données diffèrent : 21 % des filles de 14 et 15 ans et 16 % des garçons du même âge disent avoir déjà eu une relation sexuelle. « Une large majorité de jeunes ont donc tendance à se considérer pas assez mûrs pour s'adonner à des activités sexuelles.

« Cette liberté que les féministes ont léguée à leurs filles était un cadeau empoisonné. Lors de consultations, les filles me disent que le sexe leur vide le cœur. »

Marie-Pauline Ringuet,
psychologue clinicienne

Cette fournée de statistiques révèle en fait que l'activité sexuelle des adolescents, filles et garçons, est en net déclin depuis les années 1990. Les jeunes sont devenus plus prudents et plus conservateurs à ce chapitre. Les baby-boomers voudraient croire que leur révolution sexuelle s'est transmise à leur progéniture. Mais, malgré des décennies d'endoctrinement de leurs parents aux vertus de la sexualité, la jeune génération



**Une charte, une marche,
des femmes solidaires
aux quatre coins
de la Terre**

**Le gouvernement
doit nous écouter :
nos revendications
sont prioritaires !**



ne semble pas particulièrement entichée de la liberté sexuelle dont s'enorgueillissent leurs ainés. »



« Avant le féminisme, les femmes étaient victimes d'un manque de liberté sexuelle.

Aujourd'hui, elles sont victimes d'une trop grande liberté sexuelle ! Mais pourquoi donc, après 30 ans de féminisme, le discours va-t-il sur l'inefficacité des jeunes filles préventives contre les hommes dans les relations ? »

Yves Dévois, professeur de psychologie à l'Université de Montréal

Daniel Cere parle d'une autre étude menée par *Psychology Today*, laquelle révèle que les deux tiers des étudiants de la fin du secondaire qui ont été interrogés veulent de l'information pour apprendre à dire non à la pression sexuelle ambiante. « On peut dire, sans trop de risque de se tromper, qu'il y a aujourd'hui une minorité de jeunes sexuellement plus actifs qu'avant, mais une majorité plus retenue qu'avant. »

« Le féminisme a apporté une chose aux femmes sur laquelle, je crois, on ne pourra pas revenir : le plaisir, affirme Josée Boileau du *Devoir*. C'est une avancée majeure : le droit de jouir, le droit de dire à son partenaire ce que je veux et ne veux pas. Quand ces petites filles, aujourd'hui séduites par des modèles très sexués, auront vieilli, peut-être que leur viendra une conscience

politique de leur condition, comme ça nous est arrivé à nous ! » Josée Boileau est la mère de deux filles et deux garçons. « Ma plus jeune a 5 ans. Je vois bien son attraction pour un modèle de féminité exacerbée, une hyper féminité. Deviendra-t-elle pour autant une femme aliénée et soumise ? Ce qui m'inquiète davantage, c'est l'absence totale de contre-discours, de lieux de contre-parole. Plus rien ne vient brasser les jeunes filles, les remettre en question. Plus jeune, je lisais *Harlequin*, c'est vrai, mais j'avais aussi *La Vie en rose*, le rapport Hite et Betty Friedan à me mettre sous la dent ! »

On se ferait du mauvais sang pour rien ? « Des amis qui ont des enfants plus vieux que les miens – dans la vingtaine – me disent que l'adolescence est bien sûr un passage et que tout finit par se replacer, poursuit Josée Boileau. Oui, mais si ça ne se replaît pas ? »

Que faut-il faire maintenant ?

« Qu'est-ce qu'on peut faire à part se désoler et blâmer Internet ? lance Josée Blanchette. Remettre nos filles aux corsets ? Je ne vois à vrai dire aucune solution. On assiste actuellement au *backlash* d'une société qui n'a plus de valeurs, qui a mis la famille et la religion aux poubelles. Et qui tolère à peu près tout. Le Québec est une société tolérante à outrance, dramatiquement incapable de dire non, stop, ça suffit. »

D^e Baltzer semble plus confiante : « Il faut ouvrir les yeux des adultes, des mères en particulier. Continuer à faire des manifs. Rester aux aguets. » Nathalie Collard, elle, croit que « le vrai problème est dans l'absence de dialogue entre parents et enfants. La sexualité est encore un tabou. Il faut pouvoir en parler ». « Il faut dire les choses franchement aux jeunes, poursuit Jocelyne Robert. Dire aux gars que leur sexe n'est pas une baguette magique et que c'est normal de perdre une érection ! Et dire aux filles : "Qu'est-ce que ça donne de faire semblant de jouir ? Expliquez

plutôt aux garçons comment faire." Même si tout cela a l'air décourageant, je ne suis pas découragée du tout. Parlons-leur, à nos ados. »

Francine Pelletier anticipe l'agenda féministe des prochaines années : « Le combat de l'intimité reste à faire, je veux dire l'intimité de la chambre à coucher. C'est le combat vers lequel les féministes doivent désormais se tourner. On l'a toujours su : le privé est plus dur à négocier que le public. » La jeune Julie Châteauvert raisonne dans le même sens : « Il y a un urgent besoin de nous rassembler, nous, femmes, pour réfléchir aux questions liées à la sexualité, à l'intimité et à l'érotisme. Il faut nous libérer des formats dans lesquels nous sommes enfermées. »

« Il faut souhaiter que les hommes, à leur tour, fassent leur révolution, prétend la philosophe Sylvie Rochon. Qu'ils se regardent enfin pour essayer de comprendre leur appétit pour les juvéniles. L'homme adulte devrait pouvoir se détourner de l'enfant et de l'adolescente provocantes. Mais ce n'est pas ce qui se passe. »

« Je dis à ceux et celles qui accusent les féministes de tous les maux d'aller se faire voir ! Le féminisme n'est pas et n'a jamais été la police des hormones. »

Dominique Bouchard

Pierrette Bouchard aura le dernier mot : « Il faut retourner à la base, c'est-à-dire aux principes d'égalité et de respect mutuel entre les sexes que l'on croyait acquis. Il faut éduquer les jeunes femmes et les jeunes hommes aux stéréotypes. Lutter contre les publicités sexistes et dégradantes. »

Bref, remettre cent fois sur le métier. Encore et toujours.

La riposte norvégienne

La très libérale Scandinavie réplique et combat l'hypersexualisation.

La Norvège affiche clairement sa volonté de faire face à ce que l'on appelle là-bas « la sexualisation de l'espace public ». Elle a mis de l'avant des projets novateurs portés par l'État aussi bien que par les organisations féministes.

Litt Woon Long dirigeait jusqu'à ces derniers mois le Center for Gender Equality à Oslo, l'équivalent du Conseil du statut de la femme. « Nous avons mis sur pied un programme subventionné par l'État norvégien appelé *Sett grenser* (traduction libre : « Posez vos limites ») destiné aux écoles secondaires. » Des animateurs et des animatrices apprennent aux filles et aux garçons à se prémunir contre la pression sexuelle ambiante. « On débat en classe autour des questions suivantes : Qu'est-ce qu'un flirt ? Où est la frontière entre le simple flirt et la demande sexuelle ? Qu'est-ce que le harcèlement sexuel ? Comment dire non à des avances qui ne nous conviennent pas ? »

Un autre programme, instauré celui-ci par la section jeunesse du Parti communiste norvégien, s'intitule *Gender Awareness* (traduction libre : « Conscience des sexes »). « Ce programme met aussi les jeunes à contribution de manière très active », poursuit Litt Woon Long. Le Parti organise des ateliers, des tables rondes, des débats, des discussions pour sensibiliser la jeunesse norvégienne à l'hypersexualisation de la société.

Par ailleurs, un groupe de féministes appelé Ottar se livre ponctuellement à des actions d'éclat pour protester contre l'hypersexualisation du vêtement, aliénante pour les femmes. « Ottar veut provoquer, dit Litt Woon Long. Une partie des gens pense que ses actions sont tout simplement ridicules. Une autre les approuve. » Le groupe Ottar va manifester bruyamment dans les centres commerciaux, par exemple devant les vitrines de sous-vêtements féminins où, parfois, des modèles vivants sont exposés à la vue du public. « Là, les filles tapent sur des tambours et des casseroles, font tout un ramdam. »

Mme Long se dit à la fois pessimiste et optimiste pour l'avenir des rapports entre les hommes et les femmes sur fond de sexualisation de l'espace public. Pessimiste ? « C'est horriblement difficile de lutter contre la gigantesque industrie de la mode, qui est la première responsable de la sexualisation des filles, des femmes et de la société au complet. » Optimiste ? « On préfère se dire que ça passera. Comme toutes les modes. Ici, à Oslo, les G-strings, les chandails bedaine et le piercing sont déjà dépassés. »



« C'est horriblement difficile de lutter contre la gigantesque industrie de la mode, qui est la première responsable de la sexualisation des filles, des femmes et de la société au complet. »
Litt Woon Long



Encore fillettes, déjà « salopes »

Encore fillettes, déjà « salopes » : voici les salopettes, telles que décrites par quatre cégepiennes dans un documentaire-choc.

« Branler un gars, c'est juste branler un gars. » Celle qui parle ainsi n'est pas une prostituée : c'est une écolière de 11 ans. Malgré son jeune âge, elle en a vu d'autres. Elle sait ce qui se passe dans ces

partys ou des couples improvisés s'enferment dans une chambre. « Qu'est-ce que tu penses qu'ils font ? Pas juste parler ! » poursuit-elle d'un ton plein de sous-entendus.



Cette préadolescente dégourdie figure dans *Salopettes*, un documentaire-choc sur ces jeunes qui jouent les « salopes » à l'âge d'être « fillettes ». Le sort des gamines hypersexualisées préoccupait les réalisatrices, Stéphanie Machabée, Carolyne Drolet, Catherine Chapdelaine et Geneviève Caza. Elles-mêmes tout juste majeures, ces cégepiennes n'en reviennent pas du fossé qui les sépare des ados d'aujourd'hui. A 12 ans, elles ne savaient pas encore ce qu'était une « pipe »; au même âge, certaines de leurs cadettes s'y entraînent déjà. « Il s'agit de réagir face à cette mode afin d'éviter qu'elle devienne une problématique », plaignent les finissantes du Cégep André-Lauréndeau, qui ont rafle tous les prix lors du gala de fin d'année.

Leur film (dans la mire d'une maison de production) montre une soirée dans une discothèque 14-18 de la Rive-Sud. Sur la piste de danse, plusieurs jeunes filles en jeans serré et *top* moulant se déhanchent à souhait. Elles dansent de façon provocante avec leurs copines et simulent des fellations avec des *popsicles*. C'est là que les réalisatrices ont déniche les adolescentes prêtes à témoigner. Trois jeunes filles bien coiffées et bien maquillées qui, sans correspondre au cliché de la « pitoune », sont de purs produits de notre société de l'apparence.

Dans l'intimité de leur chambre, elles tiennent des propos troublants. À 11, 14 et 15 ans, elles s'estiment trop jeunes pour faire l'amour. Elles consentent par contre à bien d'autres jeux sexuels qui sont considérés normaux, voire banals. « Beaucoup de filles ont déjà sucé un gars qu'elles n'aimaient pas », révèle l'une. Elle s'empresse d'apporter cette précision : « Habituellement, quand tu couches avec quelqu'un, c'est parce que tu l'aimes. » La chasteté ? « La quoi ? » s'étonnent-elles. Après explication, le couperet tombe : « Sincèrement, je trouve ça ridicule. Il me semble que quand tu as le goût, tu as le goût. C'est long jusqu'au mariage ! »

Ces jeunes ont grandi dans une culture qui valorise la séduction par-dessus tout. « Tout ce qu'on regarde dans les films, les vidéoclips, les magazines

transmet l'idée de ce qu'est la fille parfaite », explique une protagoniste de *Salopettes*. Toutes les filles veulent être comme les stars à la télé. Des fois, tu te sens mal parce que tu n'y arrives pas. » Comme le rapporte Francine Duquet,

professeure au Département de sexologie à l'UQAM, dans le documentaire : « Elles interprètent ce qu'elles voient dans les médias comme le fait que c'est important de séduire, que c'est important d'être *hot*. Et pour être *hot*, il faut être habillée sexy et faire des trucs sexuels. »

Les adolescentes ont l'impression de détenir un pouvoir sur les hommes par la séduction. Elles pensent qu'elles sont libres de s'habiller sexy et d'adopter des comportements provocants. En réalité, elles s'exercent pour être dans le coup. Elles ont peur d'être malades.

L'industrie de la musique renforce ces messages, constatent les réalisatrices. « Les vidéoclips sont de la porno chic ! » À la télé, les filles se trempotent en bikini alors que les garçons portent des manteaux de fourrure, formulent-elles, mi-amusées, mi-scandalisées. Et ce phénomène de clips sexy n'est pas propre à nos voisins du sud. L'industrie québécoise suit aussi la tendance. « Emily Bégin (rejeton de *Star Académie*) ne donne pas sa place. Son clip *Legende urbaine* est de la sexualité habillée. »

Ces nouvelles icônes prônent une nouvelle philosophie : le *girl power* (traduction libre : « féminisme rouge à lèvres »). Les adolescentes ont l'impression de détenir un pouvoir sur les hommes par la séduction. Ce qui trahit une certaine naïveté, croient les réalisatrices. « Elles pensent qu'elles sont libres de s'habiller sexy et d'adopter des comportements provocants. Elles disent qu'elles s'habillent comme ça parce qu'elles le veulent bien, qu'elles adoptent

Gazette DES FEMMES

La Gazette des femmes vous propose le service à la clientèle
INFO-ABONNEMENT

POUR VOUS ABDONNER
OU OFFRIR UN
ABONNEMENT-CADEAU
www.gazettedesfemmes.com

VOUS DÉMÉNAGEZ ?

Assurez-vous que la Gazette des femmes vous suive partout !

- :: pensez à nous aviser de votre nouvelle adresse (prière de préciser votre ancienne adresse);
- :: pour signaler un problème de livraison ou un numéro manquant;
- :: pour renouveler votre abonnement;
- :: pour commander vos abonnements-cadeaux.

SIMPLE ET RAPIDE !

Par Internet:

gazettedesfemmes@postelinc.com

OU

Écrivez-nous:

Gazette des femmes
Service aux abonnements
C.P. 11001, succursale Anjou
Anjou (Québec) H1K 4H2

Par téléphone:
1 866 807-5514

Par télecopieur:
(514) 721-9252

les comportements qui leur conviennent. Mais finalement, c'est juste la pression de messages quasi subliminaux qu'elles assimilent », remarque Catherine. En réalité, elles s'exécutent pour être dans le coup. Elles ont peur d'être rejetées.

Le plus triste, c'est qu'aucun autre choix n'est vraiment offert. « Peu de messages présentent un modèle compétitif de ce qu'est une belle fille », se désole Francine Duquet. La sexologue Jocelyne Robert, elle, affirme qu'il est de plus en plus dur pour les jeunes de suivre leurs désirs réels. « Il faut pouvoir leur offrir une pluralité de possibilités basées sur les notions de respect et de consentement véritable. Les notions de consentement et de liberté sont en perte de terrain. »

Comment la sexualité est-elle devenue si banale dans notre société ? Difficile à déterminer précisément. Outre les médias constamment axés sur le sexe et l'industrie musicale de plus en plus pornographique, les réalisatrices dénoncent en vrac les publicitaires, qui ciblent

directement l'énorme marché constitué par les jeunes; la réforme scolaire, qui supprime les cours de formation personnelle; et les parents qui, pour éviter la confrontation avec leurs enfants, acquiescent à toutes leurs demandes et cautionnent ainsi leur comportement.

À propos, à quoi ressemblaient Stéphanie, Carolyne, Catherine et Geneviève il y a quelques années ? Elles aussi adoraient des vedettes. C'était l'époque des Spice Girls, des minijupes et des souliers plate-forme. « On jouait à reproduire les chorégraphies dans le salon », confessent-elles. Mais ces danses étaient bien innocentes comparées aux contorsions sexuelles des chanteuses en vogue aujourd'hui. « Avec ce phénomène, on assiste à une certaine dégradation du statut de la femme. C'est le mouvement de libération qui prend le bord », soupire Stéphanie, appuyée par ses collègues.





Turquie Le choc de la modernité

par Andrée Poulin

La Turquie galope vers la modernisation et procède à d'importantes réformes en faveur des droits des femmes. Opportunisme politique ou réelle volonté de promouvoir l'égalité des sexes ? Les cyniques soulignent que ces changements coïncident avec le désir du pays d'accéder à l'Union européenne...

Dans les rues d'Ankara la cosmopolite, les boutiques chics champignonnent, les Hilton et Sheraton dressent leur imposante silhouette de béton, les femmes en tailleur et talons hauts se pressent vers leur prochain rendez-vous d'affaires. Si ce n'était des omniprésentes mosquées, on se croirait

dans une ville européenne plutôt que dans la capitale turque.

Pourtant, il suffit d'allumer le téléviseur et d'y voir le visage mutilé de la jeune Rojda pour comprendre que certaines traditions archaïques font encore des ravages dans cette Turquie de paradoxes. Violée à 13 ans par un voisin, Rojda a été

forcée d'épouser son agresseur pour sauver l'honneur de sa famille. Deux ans plus tard, son mari a été emprisonné pour avoir agressé sexuellement un garçon de 7 ans. Sa belle-famille a alors exigé qu'elle se prostitue. La jeune femme a refusé. On lui a coupé le nez. Rojda a survécu. Son histoire a fait la une des journaux turcs.

Pour éliminer ces crimes et faire respecter davantage les droits des femmes, la Turquie a procédé à d'importantes réformes au cours des dernières années. Les cyniques ont souligné que ces changements coïncidaient avec le désir du pays d'accéder à l'Union européenne (UE).

Le gouvernement a-t-il les moyens et surtout l'intention réelle de promouvoir l'égalité des femmes ? Les opinions restent divisées sur la question. Chose certaine, l'émancipation des Turques se butte à un traditionalisme aux racines profondes.



Rojda a osé défier les ordres de sa belle-famille : on lui a coupé le nez. Combien de femmes mutilées ou assassinées au nom de l'honneur en Turquie ?

Liz Erçevik Amado, militante féministe, ne mâche pas ses mots : « C'est une façon d'opprimer la sexualité des femmes et de mieux les contrôler », affirme la jeune femme, en tirant sur sa cigarette d'une bouffée brusque.

Une honte pour le pays

Au petit quartier général de l'organisation Capital City Women's Platform, trois femmes coiffées du foulard islamique s'affairent à servir l'incontournable tasse de thé et des petits gâteaux. Une fois expédié le devoir d'hospitalité, elles veulent toutes donner leur avis en même temps – en turc – sur cette coutume répressive.

« Quand il y a un problème d'honneur, pourquoi les hommes ne sont-ils jamais punis ? » s'exclame Canan Aydin, secrétaire générale de l'ONG.

Opprimer la sexualité féminine

La notion d'honneur en constitue un exemple frappant. Dans les milieux traditionnels, la fille est la propriété du père avant de devenir celle du mari. Si on la soupçonne d'avoir eu un comportement ayant souillé l'honneur de ses proches, sa famille s'arroke le droit de la punir.

Ce comportement immoral, réel ou supposé, peut couvrir : flirt, relations sexuelles avant le mariage, refus d'un mariage arrangé, infidélité conjugale, demande de divorce, etc. Des jeunes femmes ont même été poignardées ou lapidées pour avoir « déshonoré » leur famille en se faisant violer.

« Ces crimes sont une honte pour notre pays. Ils surviennent surtout dans les régions plus traditionnelles, où les filles sont mariées très jeunes sans leur consentement », indique Safiye Özdemir, membre du conseil d'administration.

Combien de femmes mutilées ou assassinées au nom de l'honneur en

« Dans toutes les sphères de la société turque, les gens perçoivent l'honneur comme étant lié à la chasteté de la femme. C'est elle qui porte le poids d'être "honorables". »

Dans son bureau de l'Université de Bilkent, à Ankara, la sociologue Dilek Cindoglu résume le phénomène : « L'honneur est lié à la sexualité de la femme et il doit être protégé par la famille. C'est un concept encore très important en Turquie. » Anne-Birgitte Albrechtsen, représentante du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) en Turquie, abonde dans le même sens. « Dans toutes les sphères de la société turque, les gens perçoivent l'honneur comme étant lié à la chasteté de la femme. C'est elle qui porte le poids d'être "honorables". »

Turquie ? Personne n'a de statistiques précises. Selon l'Association turque pour la défense des droits humains, 40 des 77 femmes tuées par des membres de leur famille en 2003 ont été victimes de crimes d'honneur. Certaines organisations affirment que les chiffres sont beaucoup plus élevés, car les familles cachent leurs crimes ou maquillent les meurtres en suicides.

Le drame qui a frappé Rojda s'est produit à Diyarbakir, une ville du sud-est de la Turquie, région pauvre où perdurent les traditions répressives. Anne-Birgitte Albrechtsen, fonctionnaire des

Nations Unies qui travaille en collaboration étroite avec le gouvernement turc, pèse ses mots pour parler de cette question hautement délicate. « Ce sont les maris, les frères et les pères qui sont

responsables de la plupart des violences. Dans certains cas, ils agissent sur ordre d'un conseil de famille, qui réunit les chefs du clan et décide de la punition à infliger aux femmes ayant

prétendument enfreint les codes d'honneur. Dans ces communautés traditionnelles, la seule façon de laver l'honneur de la famille est par le sang », explique-t-elle. Mais au cours des

Une affaire de famille



André Poirier

Dilek Cindoglu, 40 ans, est une femme qui enseigne la gynécologie dans une ville de moins de 500 000 habitants.

La virginité a encore la cote en Turquie. Incontournable dans les milieux traditionnels, elle reste aussi prisée chez de nombreuses familles de l'élite urbaine. La virginité d'une femme est partie intégrante du code d'honneur de la famille. De plus, l'islam, comme toutes les religions monotheïstes, interdit les relations sexuelles hors du mariage.

« Dans une culture où la famille élargie domine l'individu, la pureté d'une femme avant le mariage n'est pas seulement un choix individuel. En restant vierge, celle-ci démontre sa loyauté à sa famille », affirme Dilek Cindoglu, professeure à l'Université de Bilkent, à Ankara.

Pour s'assurer de la chasteté de la promise, des familles turques ont encore recours à la coutume ancestrale du test de virginité, effectué par un médecin. Les médias ont fait grand cas de jeunes femmes qui se

sont suicidées plutôt que de subir cet examen prémarital. Pour beaucoup, la seule menace de ce test humiliant est source de stress et d'angoisse. Si la future épouse refuse de s'y soumettre, cela peut être perçu comme l'aveu d'un honneur souillé. Quant à celles qui « coulent » le test, elles risquent d'être battues, ostracisées ou, dans les cas extrêmes, assassinées.

Comme il n'existe aucune statistique sur les tests de virginité, impossible de savoir à quel point la pratique est répandue. « Les médias ont beaucoup parlé du sujet. Le public commence à comprendre que ces tests ne sont pas une bonne chose. À moins de vouloir vraiment punir leurs filles, les familles n'auront pas recours à cette pratique », affirme Dilek Cindoglu.

Ironie terrible, ces tests n'établissent pas de façon incontestable la virginité. En effet, l'hymen, cette petite

de trois mois à un an de prison. Pour les groupes de défense des droits des femmes, cet article ne va pas assez loin. « Le Code utilise le terme examen génital plutôt que test de virginité. Ensuite, l'article n'interdit pas cette pratique et ne spécifie même pas qu'il faut obtenir le consentement de la femme. Ça laisse donc place à des examens forcés », affirme Liz Erçevik Amado.

« Pour les Turcs de ma génération, qui habitent dans de grandes villes, qui ont un diplôme universitaire et une certaine liberté économique, la virginité n'est plus très importante. Par contre, 99 % des parents turcs (même les plus éduqués) continuent à croire ou à faire semblant de croire que leurs filles resteront vierges jusqu'au mariage ou que leurs fils épouseront des filles vierges. »

Ece Tepedelenli, diplômée en traduction-interprétation, vient de

« 99 % des parents turcs (même les plus éduqués) continuent à croire ou à faire semblant de croire que leurs filles resteront vierges jusqu'au mariage ou que leurs fils épouseront des filles vierges. » Liz Erçevik Amado

membrane qui couvre l'ouverture du vagin, peut avoir été déchiré lors de la pratique d'un sport ou par l'utilisation de tampons. « Des études ont démontré que dans 40 % des cas, il n'y a pas de saignement lors de la rupture de l'hymen. Alors comment savoir si la femme est vierge ou pas ? » fait valoir la sociologue.

Selon le Code pénal turc, récemment révisé, quiconque effectue un examen génital sans l'autorisation d'un juge ou d'un procureur est désormais passible d'une sentence

quitter son poste aux Nations Unies pour immigrer au Québec. À ses yeux, la société turque est bourrée de contradictions en matière de sexualité. « Dans l'est du pays, une femme risque de perdre la vie en allant simplement dans un café avec un homme. Mais je vois aussi des jeunes filles qui vivent librement leur sexualité, des femmes qui attendent toujours l'homme idéal à 45 ans, et d'autres qui courrent chez le gynécologue avant leur nuit de noces pour se refaire une virginité », raconte la jeune interprète de 24 ans.

dernières années, plusieurs femmes ont aussi été assassinées à Istanbul. « Beaucoup de jeunes déménagent en ville, ce qui crée un choc des valeurs. »

Dans bien des cas, l'assaillant est jeune. La famille désigne un mineur, parce qu'il recevra une peine moins lourde. Parfois, ce sont des adolescents zélés qui prennent l'initiative de punir une femme, sachant qu'ils seront perçus comme des héros dans leur communauté.

Dans ce pays où environ 99 % des habitants sont musulmans, y a-t-il un lien entre l'honneur et la religion ? « Les crimes d'honneur n'ont aucune base religieuse et sont contraires aux lois du Coran. Ils sont liés à la culture. D'ailleurs, le 8 mars, dans les mosquées de Turquie, les imams ont condamné ces crimes. C'est un progrès important, réalisé en partie grâce au lobbying de notre association », fait valoir Safiye Ozdemir.

Liz Erçevik Amado apporte quelques nuances quant à l'engagement des imams. « Leur implication est un couteau à deux tranchants. Ça peut être une bonne stratégie car les imams sont influents, mais il y a un risque à présenter les droits des femmes dans une perspective religieuse. »

La pointe de l'iceberg

La jeune militante travaille dans un quartier central d'Istanbul, dans un immeuble anonyme où se trouve le bureau d'une organisation turque qui n'a rien d'anonyme : Women for Women's Human Rights (WWHR). Après une décennie de lobbying et de militantisme pour promouvoir les droits des femmes en Turquie, cette ONG a une solide réputation sur la scène nationale et internationale.

Liz Erçevik Amado empile sur la table les études sur la situation des Turques publiées par WWHR. Son accueil est poli mais froid. L'entrevue commencée, elle demande sur un ton de reproche à peine voilé : « Est-ce que vous vous intéressez seulement aux crimes d'honneur ? C'est un sujet très



Anne-Brigitte Albrechtzen, représentante du Fonds des Nations Unies pour la population en Turquie. « C'est fantastique de constater à quelle vitesse la Turquie se modernise et se démocratise. »

populaire auprès des médias. Mais l'accent mis sur ces meurtres détourne l'attention des violences "ordinaires" que de nombreuses femmes turques subissent chaque jour », s'insurge-t-elle.

S'exprimant dans un très bon anglais, cette célibataire de 28 ans fait valoir que la cause profonde de la violence est la discrimination contre les femmes dans tous les aspects de leur vie. « Même celles qui se conforment aux attentes de leur famille vivent en permanence dans la peur. Elles voient autour d'elles d'autres femmes rejetées, battues ou tuées. Cela oriente leur comportement et limite leurs choix », dit Liz Erçevik Amado.

Forme extrême de violence, les crimes d'honneur ne constituent en effet que la pointe de l'iceberg. En Turquie, la brutalité contre les femmes prend plusieurs visages : tests de virginité (voir l'encadré « Une affaire de famille »), mariages forcés, viols maritaux, polygamie (interdite mais encore pratiquée). En matière de respect des

d'autres pays européens et a même eu une femme première ministre, de 1993 à 1996. Pourtant, la violence familiale touche un nombre effarant de foyers.

Un récent rapport d'Amnistie internationale révèle qu'en Turquie, environ la moitié des femmes sont victimes de violences physiques au sein de leur famille. L'organisme critique d'ailleurs sévèrement le gouvernement turc pour ne pas avoir « pris les mesures adéquates pour prévenir et sanctionner les violences contre les femmes ».

Dans son luxueux bureau au mobilier flambant neuf, Nimet Çubukçu, députée d'Istanbul, est sur la défensive. Elle répond en turc d'un ton sec, s'adressant davantage à l'interprète qu'à la journaliste. « Il y a autant de violence contre les femmes en Europe qu'en Turquie, rétorque la députée. La différence entre la Turquie et l'Europe, c'est que la société aide davantage la femme en Europe. »

Avec son cellulaire accroché à la ceinture, cette avocate élégante et impeccable maquillée semble elle aussi un paradoxe. Elle a travaillé auprès des femmes battues, mais défend farouchement les réalisations de l'AKP, parti islamiste dit « modéré » qui a remporté une confortable majorité en 2002. L'an dernier, l'aile conservatrice de ce parti, dont le nom signifie « Justice et développement », a tenté d'introduire une loi pour criminaliser l'adultère. Devant le tollé général, l'AKP a fait marche arrière.

Opportunisme politique ?

Reconnaissant que le gouvernement n'a pas les structures institutionnelles pour aider les femmes violentées,

« Avec le nouveau Code pénal turc, on reconnaît enfin légalement que le corps de la femme n'est pas la propriété de la famille ou de la société. »

droits des femmes, la Turquie est un paradoxe insoutenable. Le pays leur a accordé le droit de vote bien avant

Nimet Çubukçu s'empresse toutefois de souligner les mesures prises par l'AKP depuis son accession au pouvoir.

Le foulard ou les études ?

L'an dernier, Emine Erdogan, la femme du premier ministre turc, a mis son foulard islamique pour prendre le thé avec Laura Bush à la Maison-Blanche. Les médias turcs se sont empressés de souligner l'ironie : Mme Erdogan ne pourrait porter ce couvre-chef dans le palais du président turc Ahmet Necdet Sezer. Le port du foulard est interdit dans les universités et les institutions publiques en Turquie.

Dans les rues d'Ankara et d'Istanbul, le foulard est très présent, chez les jeunes femmes autant que chez les plus âgées. En milieu rural, la majorité des filles et des femmes couvrent leurs cheveux. D'après une étude effectuée en 2003 par le journal turc *Milliyet*, au moins une femme se couvre la tête dans 77,2 % des foyers turcs.

Depuis la création de la République turque séculière, en 1923, le port du foulard islamiste était découragé, mais toléré. Or, en 1997, sous la pression des militaires, le gouvernement a interdit le port du foulard dans les universités et institutions publiques. Des milliers de femmes ont donc été confrontées à un choix déchirant : le foulard ou la carrière. Le foulard ou les études.

Selon l'organisation Capital City Women's Platform, entre 1999 et 2001, plus de 5 000 enseignantes ont perdu leur emploi pour avoir refusé de retirer leur foulard. Pas moins de 50 000 femmes auraient été expulsées de l'université pour la même raison. De nombreux universitaires ont été suspendus pour avoir refusé d'appliquer l'interdiction ou pour l'avoir publiquement critiquée. Des appels ont été déposés auprès du Tribunal européen, qui les a rejetés, arguant que les symboles religieux contredisent les principes de la laïcité.

Presque toutes les membres de Capital City Women's Platform, fondée en 1995, ont perdu leur emploi ou ont interrompu leurs études à cause du foulard. L'ONG



La tête couverte du foulard islamique, Emine Erdogan prenait le thé avec Laura Bush à la Maison-Blanche, en janvier 2004.

regroupe des intellectuelles musulmanes et pratiquantes, qui se disent en réaction aux féministes séculières. « Nous essayons d'offrir une autre voie aux femmes religieuses. La religion est un élément important dans nos vies. Le foulard est pour nous une question d'identité. En couvrant mes cheveux, j'exprime qui je suis », explique Canan Aydin, secrétaire générale de l'organisation qui rejette l'étiquette d'islamiste ou d'intégriste.

« La loi sur l'interdiction du port du foulard est non seulement discriminatoire, elle constitue une forme d'oppression. J'ai 38 ans et je veux décider moi-même comment je m'habille »

Safie Ozdemir

« La loi sur l'interdiction du port du foulard est non seulement discriminatoire, elle constitue une forme d'oppression. J'ai 38 ans et je veux décider moi-même comment je m'habille », affirme Safie Ozdemir, une théologienne qui porte le voile et le jeans.

Ece Tepedelenli, jeune professionnelle de 24 ans, suit la mode du jour : jeans à taille basse et t-shirt moulant. « Certaines femmes portent le foulard parce que c'est ce que veulent leur père ou leur mari. Ce n'est pas une question de religion mais de tradition. La Turquie dont je rêve est un pays libre et démocratique. Il faut qu'une femme ait la liberté de porter ce qu'elle désire. Que ce soit une minijupe ou le voile. »

Elle qui ne couvre ses cheveux que pour entrer dans une mosquée trouve cependant exagéré que les femmes sacrifient leurs études pour le foulard. « L'islam dit qu'il faut s'éduquer. Si les femmes veulent défendre leurs idées, revendiquer leurs droits, elles doivent aller à l'université. »

Même si elle ne porte pas le voile, Liz Erçevik Amado estime toutefois que l'interdiction devrait être levée. « Ça va à l'encontre des droits fondamentaux des femmes, tel le droit à l'éducation et à la justice », affirme la jeune militante de Women for Women's Human Rights.

La plus grande crainte des laïques ? Que la levée de l'interdiction du port du foulard dans les endroits publics engage la Turquie sur la voie de la réislamisation. « Si on permet aux femmes de porter le foulard partout, les musulmans conservateurs pourraient revendiquer plus de droits et éventuellement changer le régime. Les laïcs ne veulent pas que la Turquie devienne comme l'Iran et l'Arabie Saoudite (où le hijab est obligatoire pour les femmes). Rien que d'y penser, ça me fait peur », déclare Ece Tepedelenli.

Seul État laïc du monde musulman, le gouvernement turc se voit contraint à un délicat exercice d'équilibrisme : comment laisser la religion faire son entrée dans l'espace public tout en maintenant le caractère séculier du pays ? Comment assouplir sa position sur le port du foulard sans ouvrir la porte à d'autres demandes des islamistes ? Le débat reste ouvert.

Par exemple, la nouvelle loi obligeant les municipalités de plus de 50 000 habitants à mettre en place des maisons d'accueil pour les femmes et les enfants victimes de violence. En ce moment, la Turquie ne compte qu'une douzaine de centres d'accueil, pour une population de près de 70 millions d'habitants. Mais le fleuron de l'AKP, sa plus importante réalisation pour les femmes, est la modernisation du Code pénal turc.

Au cours des dernières années, un regroupement d'une trentaine d'ONG, incluant Women for Women's Human Rights, a mené une vigoureuse campagne pour la modernisation du Code pénal turc, qui n'avait pas été modifié depuis 1926. « Nous voulions changer la philosophie du Code, qui niait la sexualité de la femme. Nous avons proposé 36 modifications. Finalement, après beaucoup de résistance au Parlement, 30 de nos demandes ont été acceptées. C'est toute une victoire », dit fièrement Liz Erçevik Amado.

Les notions sexistes telles chasteté, honte, moralité ont disparu du nouveau Code pénal turc, entré en vigueur en juin dernier. Le viol conjugal est désormais criminalisé. Les crimes sexuels sont maintenant classifiés comme des crimes contre les personnes plutôt que des crimes contre la société. La violence conjugale est reconnue comme une forme de torture.

« En termes de protection des droits de la femme, ce nouveau code est l'un des meilleurs qui existe en Europe », s'enthousiasme Anne-Birgitte Albrechtsen.

« On reconnaît enfin légalement que le corps de la femme n'est pas la propriété de la famille ou de la société », fait valoir Liz Erçevik Amado. Une ombre au tableau cependant : pour les crimes d'honneur, le gouvernement n'a pas accepté la formulation recommandée par les groupes de femmes. « Dans le Code pénal, on utilise l'expression crime coutumier plutôt que crime d'honneur, un terme pourtant reconnu internationalement. Le mot coutumier dilue la gravité du crime et n'inclut pas tous les meurtres commis au nom de l'honneur. »



Dilek Cindoglu, sociologue. « Le gouvernement actuel n'a pas d'agenda pour la condition féminine. Il adopte des réformes pour être accepté au sein de l'Union européenne et pour avoir l'argent des Nations Unies. »

Les organisations de défense des droits des femmes ont dûment célébré la cure de rajeunissement du Code pénal. Elles savent cependant que la partie est loin d'être gagnée. La question cruciale que toutes se posent maintenant : comment ces avancées législatives vont-elles se traduire dans la réalité quotidienne des femmes ?

« On entre dans une période de transition. Les premières années d'implantation du nouveau Code seront difficiles. Les groupes de femmes devront être très vigilants », affirme Liz Erçevik Amado. En ce qui a trait à la volonté du gouvernement en place de faire appliquer le Code, elle affiche ouvertement son scepticisme. « Nous avons présentement un gouvernement conservateur

Crimes d'honneur

Un rapport de l'ONU estime à 5 000 le nombre de crimes d'honneur commis chaque année dans le monde. Ces crimes se produisent surtout au Moyen-Orient et en Asie, dans des pays où la population est en majorité musulmane. Ce phénomène se répand aussi dans les pays occidentaux, chez les immigrés de deuxième génération, déchirés entre la société libérale où ils vivent et les valeurs traditionnelles imposées par leurs parents.

de droite. L'égalité entre les sexes ne fait pas partie de ses priorités. »

De son côté, la sociologue Dilek Cindoglu dénonce l'opportunisme politique de l'AKP. « Le gouvernement actuel n'a pas d'agenda pour la condi-

tion féminine. Il adopte des réformes pour être accepté au sein de l'Union européenne et pour avoir l'argent des Nations Unies. »

Interrogée sur la question, la députée Çubukçu rétorque d'un ton sans réponse : « Nos femmes sont plus importantes que l'Union européenne. Nous n'adoptons pas de nouvelles lois dans le but de plaire, mais pour faire avancer la société. »

Les négociations pour l'accession de la Turquie à l'Union européenne démarrent en octobre, mais pourraient durer une décennie. Selon Niemet Çubukçu, si la Turquie devient membre de l'UE, le rythme des changements pourrait s'accélérer encore davantage à l'intérieur du pays.

Mentalité féodale

Il existe un fossé énorme entre les mesures législatives annoncées en grande pompe dans la moderne Ankara et les réalités parfois médiévales dans les régions éloignées de la Turquie.

« Il faudra des générations pour modifier les relations de pouvoir dans les familles et les communautés. De nombreux Turcs veulent des réformes, mais quand il s'agit des droits des femmes, il y a encore beaucoup de résistance », affirme Dilek Cindoglu.

Changer la mentalité des hommes, d'accord, mais celle des femmes aussi. Car pour éliminer la violence, il faut d'abord que ces dernières la dénoncent. La représentante de l'UNFPA cite une étude effectuée en 2003 par

l'Université Hacettepe à Ankara, démontrant que 40 % des Turcs acceptent que leur mari les batte. Encore plus étonnant, 63 % des jeunes filles interrogées (de 15 à 19 ans) ont indiqué que la violence conjugale pouvait être justifiée.

« Malheureusement, il est souvent impossible d'intervenir dans les cas de violence conjugale, car les femmes ne veulent pas rapporter les mauvais traitements qu'elles subissent. Elles ont peur d'être rejetées ou accusées d'avoir "désonoré" leur famille », explique la politicienne Nimet Çubukçu.

De l'avis de Dilek Cindoglu, il faut totalement repenser les systèmes de



Menacée de mort par son mari jaloux, une femme a appelé la police. L'homme poignardait sa femme quand les policiers sont arrivés, mais ils ne sont pas intervenus. Le mari a eu le temps de donner une cinquantaine de coups de couteau à son épouse avant que les pompiers déversent de l'eau sur lui.

« De nombreux Turcs veulent des réformes, mais quand il s'agit des droits des femmes, il y a encore beaucoup de résistance. »

Dilek Cindoglu

protection des femmes. Les policiers ne sont pas équipés pour réagir à la violence familiale. Dans certains cas, ils ramènent même à la maison les victimes qui tentent de fuir les représailles de leur famille. La professeure déplore le fait que les policiers soient trop nombreux à se comporter en gardiens de la moralité. Elle laisse monter son indignation encore fraîche en racontant un drame survenu il y a quelques années, dans le sud de la Turquie.

« Si ça avait été deux hommes qui se poignardaient, les policiers seraient immédiatement intervenus. Parce qu'il s'agissait d'une dispute de famille, ils n'ont rien fait », affirme la professeure.

Nimet Çubukçu, députée d'Istanbul. « Il y a autant de violence contre les femmes en Europe qu'en Turquie. La différence, c'est que la société aide davantage la femme en Europe. »

nel médical. Un immense travail de formation reste à mener. Au cours des derniers mois, les ONG ont organisé moult ateliers, conférences et formations pour faire connaître le nouveau Code pénal. Au printemps dernier, la première campagne conjointe du gouvernement, des ONG et des chefs religieux contre les crimes d'honneur a été lancée. Dans tout le pays, panneaux-reclames, dépliants, clips à la télévision et à la radio exhortent la population à ne pas se faire complice de cette violence inacceptable.

« 40 % des Turques acceptent que leur mari les batte. »

Vent de renouveau

Pour que disparaissent les crimes d'honneur et autres violences envers les femmes, il faudra modifier la mentalité des policiers, mais aussi celle des fonctionnaires, des juges et du person-

Les acteurs du milieu sont unanimes : le changement passe par l'éducation. « Il faut insister davantage sur l'éducation des filles. Il faut aussi parler de la violence dans les écoles, afin de rejoindre les garçons quand ils sont jeunes », dit Canan Aidin, de Capital City Women's Platform.

UNE CURE DE LUMIÈRE
pour traiter les
symptômes de la dépression saisonnière

- Fatigue • Humeur dépressive • Tristesse
- Augmentation de l'appétit
- Envie irrésistible de sucreries et de féculents
- Prise de poids
- Besoin accru de sommeil • Désir de s'isoler
- Perte d'intérêt pour les activités habituelles
- Difficulté à se concentrer
- Difficulté à rencontrer des échéances

LES BLEUS DE L'HIVER... ÇA SE SOIGNE!

La luminothérapie,

un choix éclairé pour le traitement de la dépression saisonnière.
La luminothérapie est une exposition quotidienne à une lumière intense, dans des conditions contrôlées.

Premier choix pour la luminothérapie

Les Technologies Northern Light

Brochure gratuite et information : (418) 337-3544, sans frais au Québec : 1 877 337-3544

www.NorthernLightTechnologies.com

Plusieurs se disent toutefois encouragées par le vent de renouveau qui souffle sur la Turquie. « Je n'ai jamais vu un pays où il y avait eu autant de réformes en si peu de temps. C'est fantastique de constater à quelle vitesse la Turquie se modernise et se démocratise », affirme Anne-Birgitte Albrechtsen.

« La Turquie vit un grand élan de changement, déclare la députée Nîmet Çubukçu. Notre premier ministre le dit : zéro tolérance à la violence. »

Malgré sa vision critique, Dilek Cindoglu note, elle aussi, des signes prometteurs. « Tous les médias, qu'ils soient de gauche ou de droite, condamnent les crimes d'honneur. Et les gens reconnaissent désormais que la

violence conjugale est inacceptable. Il y a donc un changement dans le discours public », affirme-t-elle.

Ce qui réjouit Liz Erçevik Amado ? Le dynamisme des groupes militant pour les droits des femmes. « Les changements des dernières années ont été significatifs, révolutionnaires même. Les progrès devraient se poursuivre, car la société civile est dynamique. Les groupes de femmes sont plus nombreux et plus actifs. C'est aussi le début d'un dialogue d'égal à égal entre nous et le gouvernement. »

Avant la réforme du Code pénal turc, les hommes jugés coupables de crimes d'honneur écopaient de quelques années de prison. Le meurtrier réinté-

grait ensuite sa communauté, où il était souvent accueilli comme un héros. Plus maintenant. La sentence est désormais la prison à vie. Un tribunal a d'ailleurs donné récemment les deux premières sentences de prison à vie pour crimes d'honneur. « Du jamais vu ! clame Liz Erçevik Amado. J'espère que ces cas feront jurisprudence. »

Quant à la jeune Rojda, une association locale de défense des droits des femmes a pris sa cause en main. Ses agresseurs, qui avaient été remis en liberté une fois les accusations déposées, sont retournés en prison attendre leur procès. □

La Turquie en chiffres

- Population : 68,5 millions
- Revenu national brut par habitant : 2 638 \$US
- Espérance de vie des hommes : 67 ans
- Espérance de vie des femmes : 73 ans
- Taux de fertilité : 2,5 enfants par femme
- Taux d'alphabétisation chez les femmes adultes de 15 ans et plus : 78,5 %
- Taux d'alphabétisation chez les hommes adultes de 15 ans et plus : 94,4 %
- Revenus annuels estimés pour les femmes (parité du pouvoir d'achat en \$US) : 4 757 \$
- Revenus annuels estimés pour les hommes (parité du pouvoir d'achat en \$US) : 7 873 \$
- Femmes de 15 ans et plus économiquement actives : 27 %
- Hommes de 15 ans et plus économiquement actifs : 70 %
- Représentation des femmes au Parlement : 4,4 %
- Aux élections municipales de 2004, 18 municipalités sur 3 000 avaient une femme maire.

Données pour l'année 2002. (Sources : Population Reference Bureau, Banque Mondiale, Programme des Nations Unies pour le développement.)

À Lire :



Un poète turc se rend dans une province isolée afin d'écrire un article sur le suicide de jeunes filles qui se sont vu interdire l'université pour avoir porté le voile. Décreté meilleur roman étranger en 2004 par le New York Times.

* Meilleure œuvre romanesque de l'année 2004 par le New York Times
** Meilleur roman étranger de l'année 2004 par le New York Times

L'auteure de cet essai y affirme que le voile représente la cristallisation des conflits entre religion et modernité, islam et Occident, hommes et femmes.

Spécial Université féministe d'été



Du 12 au 18 juin dernier, l'Université Laval organisait à Québec la troisième édition de son Université féministe d'été. Sur le thème *Féminisme et institutions démocratiques : des besoins à combler, des acquis à préserver, des stratégies à développer*, quelques conférenciers et une trentaine de conférencières, surtout des professeures, ont présenté les résultats de leurs recherches et réflexions. Morceaux choisis.

Dissidentes suprêmes

Les femmes juges sont plus dissidentes que leurs collègues masculins.



L'arrivée de femmes juges à la Cour suprême du Canada a-t-elle changé quelque chose aux décisions prises par cette vénérable institution ? Chose certaine, elles sont plus souvent en désaccord avec les jugements rendus que leurs collègues masculins, selon une étude menée par Marie-Claire Belleau, professeure de droit à l'Université Laval.

Depuis Bertha Wilson, la première à avoir siégé à la Cour suprême à partir de 1982, six autres femmes ont été nommées. Elles sont aujourd'hui quatre sur un total de neuf juges : Marie Deschamps, Rosalie Silberman Abella, Louise Charron et la juge en chef de la Cour, Beverley McLachlin.

Marie-Claire Belleau a analysé l'adhésion des différents juges aux décisions de la Cour depuis 1982 et les opinions dissidentes qu'ils ont émises. En effet, lorsqu'une décision n'est pas rendue à l'unanimité, les juges en désaccord ont la possibilité de publier un document qui, même s'il n'a pas la force d'une loi, influence souvent les décisions futures de la Cour. Bien que largement minoritaires entre 1982 et 1999, les femmes juges ont été responsables de la majorité des dissidences. Trois juges sur les 28 qui se sont succédé pendant cette période ont signé à elles seules 40 % de ces avis : Bertha Wilson, Claire L'Heureux-Dubé et Beverley McLachlin se sont chacune montrées beaucoup plus dissidentes que la moyenne des juges. Au fil du temps, leur désaccord est cependant devenu de plus en plus rare, au fur et à mesure que la Cour s'est féminisée, soupçonne Marie-Claire Belleau. Deux autres juges furent aussi dissidents plus souvent qu'à leur tour,

peut-être en raison de leur appartenance à d'autres minorités : l'un, Bora Laskin, fut le premier juge juif de la Cour suprême; l'autre, John Sopinka, le premier d'origine étrangère !

La chercheuse a commencé à analyser dans le détail les motifs des dissidences et a déjà constaté que dans plusieurs cas, les femmes juges se sont montrées plus sensibles aux problèmes vécus par des femmes. Elle a notamment étudié les différents points de vue à propos de l'affaire Chantal Daigle contre Jean-Guy Tremblay, entendue en 1989. La cause opposait une jeune femme enceinte et son ex-conjoint, père du fœtus, qui refusait qu'elle avorte. À cette occasion, Beverley McLachlin affirmait clairement que la Cour avait besoin d'une variété de points de vue et peut-être, dans ce cas, de celui d'une femme. Chantal Daigle remporta la cause, la Cour ayant statué qu'aucun fondement juridique ne justifie l'argument voulant que l'intérêt d'un père en puissance puisse servir à légitimer le veto qu'il oppose aux décisions d'une femme relativement au fœtus qu'elle porte. « Ce n'est pas qu'un homme n'aurait pu voir les choses de cette manière, mais ce n'était pas ainsi que cela les [ses collègues masculins] avaient immédiatement frappés », expliqua alors la future juge en chef. « L'affaire Daigle a permis de réaffirmer l'importance de multiples perspectives dans le processus décisionnel judiciaire et de montrer que l'absence de plusieurs voix ouvre l'espace aux autres décideurs », précise Marie-Claire Belleau. Dans les prochains mois, la chercheuse continuera d'analyser les décisions et dissidences rendues par les juges de la Cour suprême dans le but de mieux comprendre leur évolution et ce qui les motive.

Claire L'Heureux-Dubé (1987), Beverley McLachlin (1989), Louise Arbour (1999), Marie Deschamps (2002), Rosalie Silberman Abella (2004), Louise Charron (2004).

Les femmes-juges feront-elles véritablement une différence ? Réflexions sur leur présence depuis 20 ans à la Cour suprême du Canada, Marie-Claire Belleau, Université féministe d'été, 2005.



Papes en délite

Les féministes n'ont rien à attendre du nouveau pape.

Les féministes n'ont rien à attendre du nouveau pape, selon Patrick Snyder, professeur à la Faculté de théologie de l'Université de Sherbrooke, qui a analysé les écrits de Jean-Paul II et s'est aussi penché sur ceux de son successeur Benoît XVI. Le premier a laissé un lourd héritage. « L'Eglise catholique est une institution hiérarchique dominée exclusivement par des hommes prêtres et Jean-Paul II n'a rien fait pour modifier la structure et le fonctionnement de cette institution, malgré les revendications de la majorité des femmes dans l'Eglise. Sa conception de la femme et de son rôle incruste dans cette structure hiérarchique des rapports de sexe inégalitaires et son impossible démocratisation », affirme le chercheur. Patrick Snyder ne mâche pas ses mots : selon lui, la ferveur et



la constance qu'a déployées Jean-Paul II pour imposer sa conception de la femme sont sans pareilles à notre époque. « Pour le Saint-Père, tout l'être de la femme la destine à son ultime but, la maternité. » Et son successeur partage le même point de vue. En 2004, dans un texte sur la collaboration hommes-femmes dans l'Eglise et la société, le cardinal Ratzinger critiquait aussi vertement le féminisme. « C'est le

« Pour le Saint-Père, tout l'être de la femme la destine à son ultime but, la maternité. Et son successeur partage le même point de vue. »

nouveau chien de garde de l'idéologie catholique. Son passage de préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi à pontife, dans un conclave très court, démontre que l'ensemble des cardinaux partagent et soutiennent les orientations conservatrices de cette institution monarchique », affirme Patrick Snyder.

Jean-Paul II, rapports entre les sexes et démocratie, Patrick Snyder, Université féministe d'été 2005.

La femme selon Jean-Paul II, Patrick Snyder, Éditions Fides, 1999.

Mes pères et mes mères

Les nouvelles lois sur l'union civile et le mariage des conjoints de même sexe bousculent les liens de filiation. Imbroglio.

Les nouvelles lois sur l'union civile et le mariage des conjoints de même sexe redéfinissent les liens entre parents et enfants, compte tenu de l'éventail de possibilités désormais offertes à un couple homosexuel pour adopter ou concevoir un enfant. Après avoir étudié leurs implications, Ann Robinson, professeure de droit retraitée de l'Université Laval et militante lesbienne de la première heure, propose de redéfinir totalement la notion de parent pour mieux coller à ce que vivront de plus en plus d'enfants. « Actuellement, un enfant peut avoir un père et une mère, ou deux pères, ou deux mères. Ce n'est pas suffisant pour décrire la réalité de leur filiation », explique la chercheuse.

En s'appuyant sur des personnages fictifs, Ann Robinson a bâti un scénario qui montre que les lois actuelles pourraient conduire à des impasses et engendrer bien des souffrances pour les enfants concernés. Elle prend l'exemple d'Henriette et Nathalie, unies civilement, qui souhaitent toutes deux devenir mères. Nathalie accouche de Mathieu après une insémination artificielle avec le sperme d'un donneur anonyme. Avec l'accord de Nathalie, Henriette a une relation sexuelle avec Jean, un grand ami du couple, et donne naissance à Lisa. Compte tenu des lois actuelles, Mathieu aura automatiquement Henriette pour deuxième parent. Lisa, elle, aura pour deuxième parent Nathalie seulement si Jean ne réclame pas sa paternité durant l'année de sa naissance. Benoit et Charles, également unis, font quant à eux appel à deux mères porteuses domiciliées dans une province canadienne qui admet la notion de mère de substitution. Les deux femmes acceptent d'être inséminées, l'une avec le sperme de Benoit, l'autre avec celui de Charles. Elles donnent chacune naissance à une fille, Alice et Amélie. Les deux filles auront chacune deux pères inscrits dans leur acte de naissance, Benoit et Charles.



La nouvelle loi sur l'union civile permet également aux gais et lesbiennes, seuls ou en couple, d'adopter des enfants au Québec. Un père ou une mère peut aussi donner son consentement spécial à l'adoption de son enfant par son conjoint ou sa

conjointe de même sexe. Les deux couples précédents pourraient ainsi adopter chacun un enfant québécois – Julie dans le cas d'Henriette et Nathalie, Maurice pour Benoit et Charles – abandonné par ses parents biologiques. Par ailleurs, si Henriette avait déjà une fille – appelée Jade – née d'une relation hétérosexuelle antérieure à sa rencontre avec Nathalie, ou si Benoit avait déjà adopté seul Arianne, ces deux enfants pourraient respectivement être adoptés par Nathalie et Charles. « Enfin, si Nathalie et Henriette comme conjointes avaient fait le projet d'avoir un enfant et que Nathalie avait mis au monde un fils à la suite d'une insémination artificielle avec donneur anonyme avant l'entrée en vigueur des dispositions sur l'union civile, un mécanisme transitoire prévu dans la loi permet de modifier l'acte de naissance de cet enfant en y ajoutant une co-mère, Henriette. »

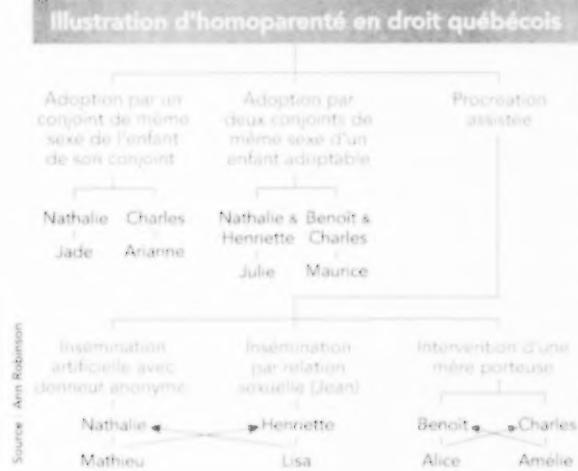
« Pourquoi cacher la vérité à des enfants qui de toute façon sauront rapidement que leur filiation homoparentale est nécessairement fictive ? »

Malgré ces amendements primordiaux, il reste tout de même quelques questions sans réponse, dit Ann Robinson. Qu'arrivera-t-il si Jean revendique sa paternité dans l'année de la naissance de Lisa ? Qui seront les parents juridiques d'Alice et d'Amélie si leurs mères porteuses refusent de les rendre à leurs pères biologiques Benoit et Charles ? Qu'adviendra-t-il de Jade, née dans le cadre d'une relation hétérosexuelle entre Henriette et un homme qui s'est déclaré père de l'enfant ? Mais surtout, que se passera-t-il lorsque tous ces enfants arriveront à l'adolescence et voudront à tout prix connaître la vérité et les



circonstances de leur naissance ? » Il est déplorable que le législateur n'ait pas intégré dans le Code civil le principe du droit fondamental de l'enfant à connaître toutes les circonstances de sa naissance. Auraient dû surgir dès lors les notions de pluriparente et de pluriparentalité », affirme Ann Robinson. Pour y remédier, la chercheuse propose que la loi reconnaîsse les notions de parent de naissance et de parent social, ce qui donnerait à chaque enfant la possibilité légale d'avoir plus de deux parents. Mathieu et Lisa auraient ainsi chacun un père de naissance, une mère de naissance et sociale et une mère sociale. Alice et Amélie auraient une mère de naissance, un père de naissance et social et un père social. « Pourquoi cacher la vérité à des enfants qui de toute façon sauront rapidement que leur filiation homoparentale est nécessairement fictive ? Pourquoi ne pas devancer les questions de Julie et Maurice et leur éviter sans doute des problèmes à l'adolescence ? Ainsi Julie et Maurice auraient respectivement chacun un père et une mère de naissance. Julie aurait en plus deux mères sociales adoptives, et Maurice, deux pères sociaux adoptifs. Jade, née dans le cadre d'une relation hétérosexuelle, devrait avoir comme parents un père de naissance, une mère de naissance et sociale et une mère sociale adoptive. Quant à Arianne, elle aurait un père et une mère de naissance, et deux pères sociaux adoptifs. Pour la chercheuse, il est urgent que le droit intègre ces notions, qui permettront de mieux établir les liens de filiation de ces enfants. Sans compter que, tout comme ceux nés de couples hétérosexuels, ils n'échapperont peut-être pas à la séparation de leurs parents et à la recomposition de leur famille... »

« L'homoparentalité en droit québécois ou la filiation réinventée », Ann Robinson, dans *Homoparentalité. Etat des lieux*, sous la direction de Martine Gross, éditions Erès, Paris, février 2005.



Fictions

L'art de la fugue

De sa maison lévisionnée, sur la rive sud de Québec, Christiane Frenette a devant elle un spectacle fascinant : le Saint-Laurent. « Le fleuve m'apparaît comme une globalité, un symbole de vie et de mort à la fois, et j'ai besoin de sa proximité pour écrire », dit-elle. Son œuvre, tout en atmosphères, en paysages, et chargée d'énigmes, porte des traces de cette présence insistant. On le constate encore dans *Après la nuit rouge*, dont le point de départ est un fait réel. « En 1950, un incendie a détruit tout le quartier historique de Rimouski; l'événement a été appelé "la nuit rouge" », raconte l'auteure. Cette ouverture donne le ton aux histoires enchevêtrées – et tourmentées – de Marie et



de sa fille Lou, cette dernière revenant dans la maison familiale après une longue fugue de 30 ans. « Le destin de Marie, empêtrée dans une existence qui ne la satisfait pas, peut sembler triste, mais je voulais dépeindre cette femme avec réalisme, en conformité avec son époque », dit l'écrivaine. Celle-ci aime explorer des états limites : ainsi Thomas, un autre des protagonistes clés du roman, est schizophrène. « Dans les années 1950, la maladie mentale était tenue secrète, les familles n'en parlaient pas », rappelle Mme Frenette, qui utilise ce tabou pour livrer un récit riche en non-dits, une magnifique histoire de familles et de fuites. « La fuite, c'est peut-être à cause du mouvement du fleuve », dit-elle. |

Christiane Frenette, *Après la nuit rouge*, Boréal, 2005, 176 p.

La polyphonie du monde

Augustino et le chœur de la destruction clôt la trilogie assurément la plus forte jamais écrite au Québec. Le premier tome s'ouvrail sur une naissance, le dernier prend appui sur la célébration du 80^e anniversaire d'Esther. À la méditation de la vieille dame assise face à la mer, le récit mêle peu à peu les voix d'autres personnages (dont ceux rencontrés dans les deux tomes précédents) : artistes, laissés pour compte, riches, intellectuels... Leurs monologues intérieurs, enchevêtrés, composent un florilège des grandes tragédies de l'Histoire, de l'esclavage des Noirs jusqu'au fanatisme religieux, en passant par le communisme, les guerres, les génocides, le sida. Au cœur de ce maelström, de ce chœur baroque porté par



une longue phrase incessante : Augustino, 16 ans. Des jeunes comme lui viendra peut-être un monde nouveau, semble dire Marie-Claire Blais dans ce roman exigeant et grandiose. |

Marie-Claire Blais, *Augustino et le chœur de la destruction*, Boréal, 2005, 304 p.

Fantômes et passions

En quatre livres qui explorent la société victorienne, où l'influence de Charles Dickens est manifeste, et assumée, la Britannique Sarah Waters s'est fait un nom. *Affinités* nous plonge dans la prison de Millbank – l'une des plus sinistres du temps –, avec ses voleuses, infanticides et autres avortées. Margaret, jeune célibataire de bonne famille, décide d'y faire œuvre charitable. Et tombe sous l'emprise de Selina, une détenue peu ordinaire qui se prétend spirite et qui invoque les esprits... Sur cette trame improbable, où les séances de spiritisme le disputent à la peinture minutieuse du monde des prisons victoriennes, Sarah Waters livre un suspense étonnamment prenant, raconté à partir des journaux intimes entrecroisés de Margaret et Selina. Véritable thriller, et non récit fantastique, *Affinités* subjugue tout du long. Pour prévoir la fin, il faut avoir l'esprit puissamment aiguisé ! |

Sarah Waters, *Affinités*, Denoël, 2005, 528 p.



Pour une littérature de l'évasion

En commençant *La Chatelaine de Malllaig*, publié en 2002, Diane Lacombe n'avait d'autre pretention que d'écrire une histoire comme elle aimait en lire, avec de l'exotisme et de nombreux rebondissements. Aujourd'hui, forte d'une trilogie au succès inespéré, elle vit de sa plume. « Je n'ai de message à lancer à personne, je suis essentiellement une conteuse », dit-elle. Le meilleur compliment qu'on puisse lui faire ? « Que j'ai procuré aux lecteurs une belle évasion ! » Passionnée de Moyen Âge, elle a située en Ecosse les péripéties des trois héroïnes au cœur de ses livres. « Le

Essais



roman historique est un peu une transposition de soi-même dans un autre contexte. En même temps, il faut se demander, lorsque l'on traite une société comme l'Ecosse médiévale, quelles étaient les contraintes imposées aux femmes et sur quoi elles pouvaient avoir de l'influence », souligne Mme Lacombe. Elle a gagné son pari : ses grandes sagas sont des divertissements instructifs. |

Diane Lacombe, *L'Hermine de Mallaig*, VLB éditeur, 2005, 528 p.

À signaler



Famille, tracas & Cie, de Laurie Colwin. Jane Louise vient de se marier. À un âge plus que raisonnable : 40 ans ! Elle et son mari « s'étaient rencontrés trop tard pour se connaître parfaitement », et la vie commune demandera bien des ajustements tout en suscitant une foule de questions existentielles. Une certaine profondeur alliée à une certaine légèreté : tel est le ton Colwin, ici toujours aussi savoureux.

(Autrement, 2005, 256 p.)

Le fou d'Omar, d'Abla Farhoud. Rien ne va très bien chez les Lkhouloud, une famille libanaise émigrée au Québec : la mère et l'une des filles sont décédées, les deux autres filles sont allées vivre à l'étranger, un des fils a disparu sans plus jamais donner signe de vie. Restent le père et deux fils, dont l'un a sombré dans la folie. Les trois hommes et leur voisin québécois assument tour à tour la narration de ce livre sur la dépossession, l'exil, et surtout sur la maladie mentale qui finit par s'incruster en chacun des membres d'une famille, et par aliéner cette dernière.

(VLB éditeur, 2005, 192 p.)



En finir avec la violence conjugale ?

En 2004, le Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale organisait une grande conférence à laquelle ont participé, pendant trois jours, une centaine de spécialistes dont des universitaires, des avocates, des policiers, des intervenants auprès des conjoints violents et des travailleuses sociales. *Violence conjugale. Des spécialistes se prononcent* constitue une synthèse des propos les plus éclairants des conférenciers réunis à cette occasion. Où le Québec en est-il rendu aujourd'hui en matière de violence conjugale ? De l'ouvrage se dégage notamment ce constat : la nécessaire prévention demeure déficiente car l'État continue d'y investir peu. On se penche également sur des « clientèles » particulières, qui ont besoin d'interventions adaptées à leur situation : les femmes homosexuelles, âgées, immigrantes, handicapées... Sont enfin présentés, histoire de clore l'exposé sur une note positive, des expériences et programmes novateurs qui constituent des pistes intéressantes.



Tout en étant plutôt accessible, l'ouvrage semble néanmoins s'adresser davantage aux intervenants qu'au grand public de par sa façon d'aborder le sujet. Peut-être, en parallèle, aurez-vous envie de savoir où en est rendue la discussion en France, qui n'a pas toujours été le pays le plus avant-gardiste en matière de droits des femmes ? Spécialiste du harcèlement psychologique au travail, la psychiatre Marie-France Hirigoyen publie aujourd'hui *Femmes sous emprise*. Partant de nombreux témoignages, l'auteure révèle la dynamique à l'œuvre dans la violence conjugale, définit les différentes formes de violence, dépiste le profil des individus violents et s'attaque à certains mythes, le plus tenace étant que si les femmes en avaient vraiment assez, elles partiraient. Ni sensationnaliste ni austère, l'ouvrage, très exhaustif, constitue un apport intéressant à la réflexion sur le problème. |



Johanne Carbonneau (rédigé par), *Violence conjugale. Des spécialistes se prononcent*, Éditions du remue-ménage, 2005, 248 p.

Marie-France Hirigoyen, *Femmes sous emprise. Les ressorts de la violence dans le couple*, Éditions XO, 2005, 304 p.

:: BOUQUINS



La grande Marie

Infatigable suffragette, Marie Gérin-Lajoie, née en 1867, est morte en 1945, cinq ans après que les Québécoises eurent obtenu le droit de vote : une victoire que, par une cruelle injustice, son état de santé ne lui permit pas de constater. Autre ironie du sort, celle qui ouvrit la voie aux Idola Saint-Jean et Thérèse Casgrain fut souvent confondue avec sa propre fille, sœur Marie Gérin-Lajoie, elle-même féministe de premier plan. Il était donc temps qu'on reconnaise cette militante pour les droits des femmes, et pour les droits sociaux en général. Le défi est bellement relevé par Anne-Marie Sicotte, également auteure d'une brève biographie de Judith Lacoste-Beaubien, la fondatrice de l'Hôpital Sainte-Justine... et jeune sœur de Marie Gérin-Lajoie. En se consacrant maintenant plus en profondeur à cette dernière, Mme Sicotte fait revivre une femme exceptionnelle, avide de changements et révoltée par l'injustice, dans un Québec qui, en cette première moitié de XX^e siècle, commençait à s'ouvrir aux idées neuves. |

Anne-Marie Sicotte, *Marie Gérin-Lajoie, conquérante de la liberté*, Éditions du remue-ménage, 2005, 504 p.



La dictature du corps

La Française Sylvette Giet s'est livrée à un exercice intéressant : épurer les unes et articles de la presse dite « de genre » pendant l'année 2003. Sont ainsi passés au crible les



Elle, *Cosmopolitan*, *Femme Actuelle*, *Nous Deux* et autres *Vingt Ans* : des magazines européens et états-unis certes, mais également lus ici et qui ne sont pas sans influencer notre presse « féminine » (nous avons du reste un *Elle Québec*). L'auteure met particulièrement en évidence les injonctions contradictoires adressées par ces magazines, qui prônent l'émancipation totale – sur les plans sexuel, économique et personnel, par rapport aux modes et aux conventions, etc. – tout en consacrant aux régimes un nombre effarant de leurs rubriques et en utilisant comme modèles des mannequins ultra-minces. Ainsi, un magazine n'hésite pas à juxtaposer en une « Cuisine diététique. 28 recettes ultra-minceur » et « Dossier. Pour maigrir, arrêtons les régimes » ; un autre pro-

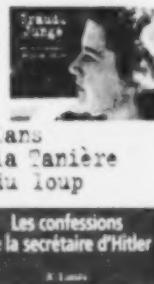
pose en juin des régimes destinés à combattre les rondeurs et la cellulite, mais affiche le mois suivant : « Beauté. Ronde et fière de l'être »... Cette presse « schizophrène », pour reprendre le mot de Sylvette Giet, a comme but principal de pousser à la consommation ses lectrices... et ses lecteurs. Car « les hommes désormais ont aussi leur bible sur papier glacé [les magazines masculins], flattant leur identité malmenée avec une touchante maladresse ». |

Sylvette Giet, *Soyez libres ! C'est un ordre*, Autrement, 2005, 144 p.

À signaler

Dans *La tanière du loup*, de Traudl Junge (avec la collaboration de Melissa Müller). Une jeune fille de 22 ans devient, en 1942, la secrétaire particulière d'Hitler. Pendant que se joue devant elle un pan crucial de l'Histoire, elle détaille l'élégance d'Eva Braun, la maîtresse du Führer, et n'a que de bons mots pour la gentillesse de son patron. Jusqu'à sa mort, en 2002, Traudl Junge éprouvera remords et culpabilité. Ce témoignage sans complaisance est à lire, pour comprendre ce que la philosophe Hannah Arendt appelait « la banalité du mal ». |

(JC Lattès, 2005, 320 p.)



Les confessions de la secrétaire d'Hitler

Laure Gaudreault, la syndicaliste de Charlevoix, de Serge Gauthier. En 1902, alors que Marie Gérin-Lajoie publie son *Traité de droit usuel*, Laure Gaudreault, âgée de 13 ans, commence ses études au pensionnat des sœurs grises de la Charité, à La Malbaie. En 1936, elle fonde le premier regroupement d'enseignants, qui deviendra la Corporation des enseignants du Québec (CEQ). Serge Gauthier retrace le parcours de cette femme combative et anti-duplessiste forcenée dans un style accessible et vivant.

(XYZ, 2005, 174 p.)





La part des femmes

Juchés sur des poteaux métalliques comme des sentinelles, les portraits d'une soixantaine de pionnières et de femmes illustres rappellent le rôle qu'elles ont joué ou jouent encore dans les quartiers bordant le canal de Lachine, dans le sud-ouest de Montréal. A pied, en bateau, à bicyclette, en autobus, le public peut découvrir à travers huit sites des figures marquantes des mondes littéraire, syndical, culturel, sportif. L'organisatrice syndicale Léa Roback y a sa place, tout comme Laure Waridel, la chantre du commerce équitable, l'équipe de *La Vie en rose*, Mary Two-Axe Early, la fondatrice mohawk du mouvement Droits égaux des femmes indiennes, Lise Payette, Gabrielle Roy, Marguerite Bourgeoys, et bien d'autres à découvrir le long du canal qui fête ses 180 ans.

Jusqu'au 14 octobre. Tél. : (514) 931-5737.
www.canaldechaine.com

L'enfance meurtrie

Prix du meilleur essai 2005 au Festival international du film sur l'art de Montréal, *Soupirs d'âme* est l'œuvre la plus personnelle de Helen Doyle. C'est en tournant un autre film à Sarajevo, en 1995, que la cinéaste a entendu l'expression qui en constitue le point de départ. « Bâtards », avait lâché le directeur d'un orphelinat à propos des enfants qui y habitaient. Cette insulte a ravivé la douleur d'une plaie jamais cicatrisée dans le cœur de cette quinquagénaire en constante quête d'identité. « J'ai voulu prendre mes vieux démons et les porter à bout de bras pour les tenir à distance », explique la réalisatrice. Elle a ainsi conçu une œuvre entre fiction, autobiographie, essai et documentaire, où le rôle principal est tenu par une danseuse, Lucie Boissinot. « Le corps peut livrer des vagues d'émotions comme la tristesse, la colère, la compassion lorsqu'il n'y a plus de mots. J'avais envie que la danse traduise le trouble intérieur du personnage. » Celui-ci, une photographe, part à la recherche de ses origines. Sur son chemin, elle croisera d'autres photographes, ceux-là bien réels, et surtout une enfant de Sarajevo dont le portrait viendra la hanter. Les images couleur sépia, la caméra virevoltante, la poésie de la voix hors champ, les silhouettes un peu floues des personnages se conjuguent pour produire une œuvre foncièrement humaniste, qui prend aux tripes. À noter qu'en première partie, le public a droit au documentaire *En attendant la pluie*, tourné lors de la canicule en France en 2002, qui a valu deux prix décernés par le Festival images et lieux de Maniwaki à sa réalisatrice Catherine Veaux-Logeat.

Au cinéma Le Clap, à Québec,
du 9 septembre au 20 octobre. www.clap.qc.ca

Chez Vidéo Femmes. Tél. : (418) 529-9188.
www.videofemmes.org

AU SERVICE DES PERSONNES

en mouvement
avec son temps

www.csq.qc.net

Centrale des syndicats
du Québec



CSQ

ARTS



Nancy Leduc

Andréanne Langley

Seule sur un pouf

La performance à tout prix, poussée au bout. Voilà le thème du spectacle conçu et dansé par Nancy Leduc, et inspiré par un film de Sydney Pollack. Dans *On achève bien les chevaux*, le personnage incarné par Jane Fonda tente de se sortir du marasme économique en remportant un concours de danse. L'héroïne de *Seule sur un pouf*, elle, met toutes ses énergies à s'entraîner pour un marathon, malgré les rêves de plage et de promenade qui la traversent. « À 34 ans, je me reconnais dans sa volonté très forte de faire son chemin, dit la chorégraphe. Moi aussi, j'ai dû faire certains deuils pour gagner ma vie en danse. Ce métier constitue parfois un véritable marathon ! »

À Tangente, du 6 au 9 et du 12 au 16 octobre.

Tél. : (514) 525-5584. www.tangente.qc.ca

Chienne de vie

« J'avais une mère un peu monstreuse », précise d'emblée la dramaturge Louise Bombardier, comme pour justifier la violence de sa dernière création. *Ma mère chien* raconte l'agonie d'une septuagénaine, veillée par sa fille, alors que la seconde enfant de cette femme aigrie doit bientôt arriver. Pour ces femmes, c'est l'occasion de débrouiller les fils de cette passion toxique qui les lie l'une et l'autre. En écrivant cette pièce composée de 45 courtes scènes, l'auteure a eu l'impression de construire un arché-type féminin, tout en parlant de sa propre histoire. « Ces Québécoises de milieu modeste et issues de la crise des années 1920 ressemblent à des guerrières perdantes, dit-elle. Mariées trop longtemps à des hommes qui les méprisaient, elles ont manqué d'un regard amoureux et retourné leur colère contre elles et leurs proches. Du coup, leurs filles ont fait les frais de cette violence souvent inconsciente qui mine la confiance en soi et sabote le succès. » Mais cette pièce aux propos sombres, mise en scène par Wajdi Mouawad, est allégée par son onirisme, voire par son humour. Pour Louise Bombardier, *Ma mère chien* s'est révélée un véritable exorcisme au décès de sa génitrice. Elle espère qu'elle permettra aussi au public de mettre des mots sur une souffrance parfois latente, afin de mieux la vaincre.

Au Théâtre d'Aujourd'hui, du 13 septembre au 8 octobre.

Tél. : (514) 282-3900. www.theatredaujourdhui.qc.ca



Aline Apostolska

Tempête de sable

Ecrivaine et journaliste spécialisée en danse depuis plus de 20 ans, Aline Apostolska ne pouvait faire autrement qu'unir un jour ses deux passions. À l'occasion du Festival international de la littérature, elle a imaginé un spectacle où ses textes, pour la plupart inédits, prennent corps dans les mouvements de trois femmes : la chorégraphe Hindha Essadiqi, sa collègue Ghislaine Doté et l'une des rares danseuses septuagénaires, Elizabeth Langley. Ces interprètes incarnent des héroïnes à la forte personnalité luttant jusqu'à parfois « se casser et se fracturer », explique l'auteure, qui joue le personnage du scribe. « Pour moi, les femmes véhiculent la vie et transmettent la culture. J'ai intitulé ce spectacle *Du vent* pour mieux symboliser la précarité du vivant face à ce qui reste, l'écriture. "Même morte, je veux que le vent m'emporte", dit l'un des poèmes. » Mélant le français, l'anglais, l'espagnol, l'hébreu et l'arabe, les textes évoquent la brièveté de la vie sur fond de désert.

À l'Agora de la danse, les 19 et 20 septembre.

Tél. : (514) 525-1500. www.agoradanse.com



Aline Doyon



Son en tête

Pour mieux faire connaître les musiciens de concert, souvent oubliés des médias, le Conseil québécois de la musique a décidé d'en donner en « adoption ». C'est une musicienne profondément originale que la *Gazette des femmes* a choisie pour « fille » : Joane Hétu. Qui d'autre aurait fondé des groupes aussi éclatés que Wondeur Brass, Les Poules, Castor et compagnie, Nous perçons les oreilles ? Pas étonnant que cette artiste de 47 ans soit considérée comme l'un des piliers de la musique actuelle québécoise.

D'abord attirée par les sonorités rock, cette amoureuse du son a plongé ensuite dans l'improvisation, l'instrumental, le bruitisme (musique inspirée des sons de l'environnement). Depuis, son saxophone chante comme le vent dans les branches aux côtés du piano ou de l'échantillonneur, à la recherche de l'émotion par le son. La compositrice ne dédaigne pas intégrer parfois des bouts de textes à ses œuvres. En ce moment, elle travaille sur *La filature*, un projet de théâtre sonore mené par l'Ensemble SuperMusique, important rassemblement de musiciens actuels. Dans ce spectacle, qui sera présenté à l'Usine C en mars prochain, la vidéo, la danse et l'éclairage seront au service du son, un renversement total par rapport aux conventions habituelles.

Complètement libre dans ses compositions et ses improvisations, la musicienne a néanmoins les deux pieds sur terre lorsqu'elle porte sa casquette d'administratrice. En 1991, elle fondaît la compagnie de disques DAME (Distribution Ambiances Magnétiques Etcetera). Son catalogue contient maintenant près de 140 disques en musique actuelle, souvent vendus directement au consommateur via Internet. « Je n'ai jamais cru au père Noël ; je préfère m'occuper moi-même de mes affaires », explique-t-elle. Le genre de musique que je pratique a besoin de structures souples qui encouragent la création. » Parallèlement à la composition et aux concerts, elle mène aussi un combat pour la reconnaissance de la musique actuelle, avec ses complices de toujours, Danielle Palardy Roger et Diane Labrosse. Encore trop peu de femmes dirigent des groupes, se préoccupent Joane Hétu, qui se dit toujours persuadée de la nécessité du féminisme. Elle-même, par sa double carrière d'artiste et de gestionnaire culturelle, contribue à faire entendre la musique au féminin. »

En concert au Vieux-Port de Montréal avec l'Ensemble SuperMusique, les 24 et 25 septembre.

**Chez DAME. Tél. : (514) 526-6849, poste 2.
www.actuellecd.com**



Dans plusieurs cinémas de Montréal, du 13 au 18 septembre. Horaire des projections disponible chez Productions Virage. Tél. : (514) 276-9556. www.virage.ca



ABONNEZ-VOUS

à la **GAZETTE DES FEMMES**
ou offrez un abonnement-cadeau pour

**seulement
1,60 \$ le numéro**



3 ANS – 15 NUMÉROS POUR 24 \$
TAXES INCLUSES ET RECEVEZ LA PRIME DE VOTRE CHOIX:

▪ **MAIGRIR... OU ÊTRE COMME JE SUIS**

BROCHURE PUBLIÉE PAR L'ASSOCIATION POUR LA SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC
OU

▪ **LE GUIDE POUR LES 55 ANS OU PLUS**

PUBLIÉ PAR COMMUNICATION QUÉBEC
OU

▪ **LE GUIDE PRATIQUE DE LA VIE À DEUX**

PUBLIÉ PAR LES ÉDITIONS PROTEGEZ-VOUS
(QUANTITÉ LIMITÉE).

Gazette DES FEMMES

Tout sur la condition des femmes d'ici et d'ailleurs.

Nouvel abonnement Renouvellement Abonnement-cadeau

24 \$ taxes incluses – 3 ans – 15 numéros + ma prime au choix:

Maigrir... ou être comme je suis Guide des 55 ans ou plus Guide pratique de la vie à deux

10 \$ taxes incluses – 1 an – 5 numéros

Nom _____

Age _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

Province _____

Téléphone () _____

Code postal _____

De _____

Ville _____

De _____

Province _____

De _____

Code postal _____

J'inclus mon paiement

Chèque MasterCard Visa

N° _____

Exp. _____

Sexe: F H

Signature: _____

Numéro de TPS: R.107442428

Numéro de TVQ: 1008174209

Cette offre prend fin le 30 novembre 2005.

Prévoyez de 4 à 12 semaines pour

l'entrée en vigueur de votre abonnement.

Offre valide au Canada seulement.

Conseil du statut
de la femme

Québec